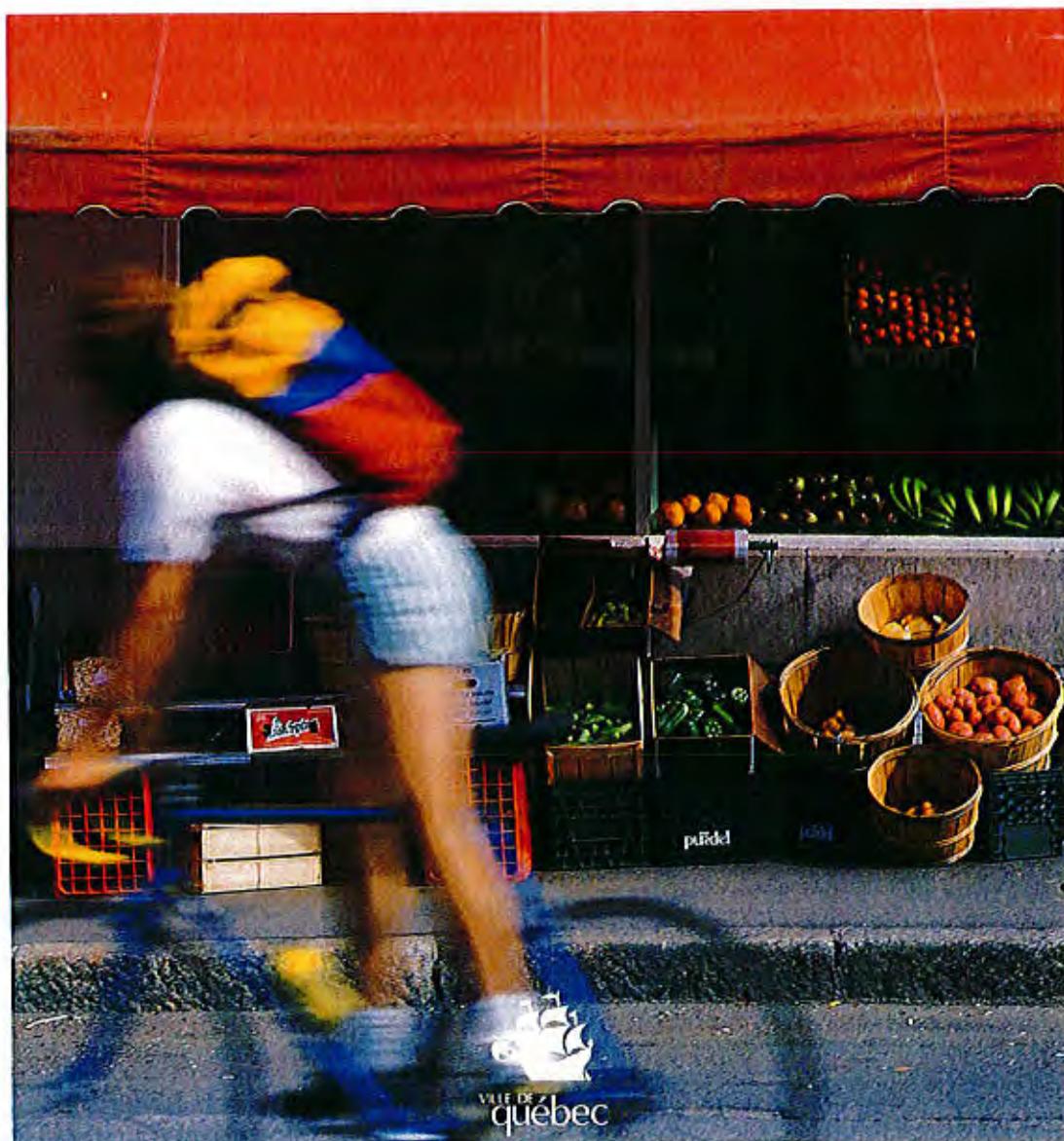


SAINT-JEAN- BAPTISTE

ENTRE FAUBOURG ET CENTRE-VILLE



Production
Service de l'urbanisme
en collaboration avec le Service
des communications

Réalisation
Division du Vieux-Québec
et du patrimoine

Direction générale
Michel Bonnette

Conseiller à l'édition
Claude Paulette

Direction de la recherche
Danielle Blanchet

Recherche et rédaction
Danielle Blanchet
Louise Forget
Sylvie Thivierge

Révision linguistique
Les Éditions Continuité inc.

Secrétariat
Colette Blanchard Audet
Joane Bouret
Michèle Duchesneau
Claire Poitras
Carole Simard

Dessins
Frida Franco

**Photographie de la page
couverture**
Marc Émond

**Photographie des pages
intérieures**
Service des communications

**Conception et réalisation
graphiques**
Delisle Gagnon associés

Photocomposition
Compélec Inc.

Impression
Imprimerie Canada inc.

Nous tenons à remercier tout
spécialement Monsieur Luc
Noppen, professeur en histoire
de l'architecture à l'Université
Laval, pour nous avoir donné
accès à ses dossiers.

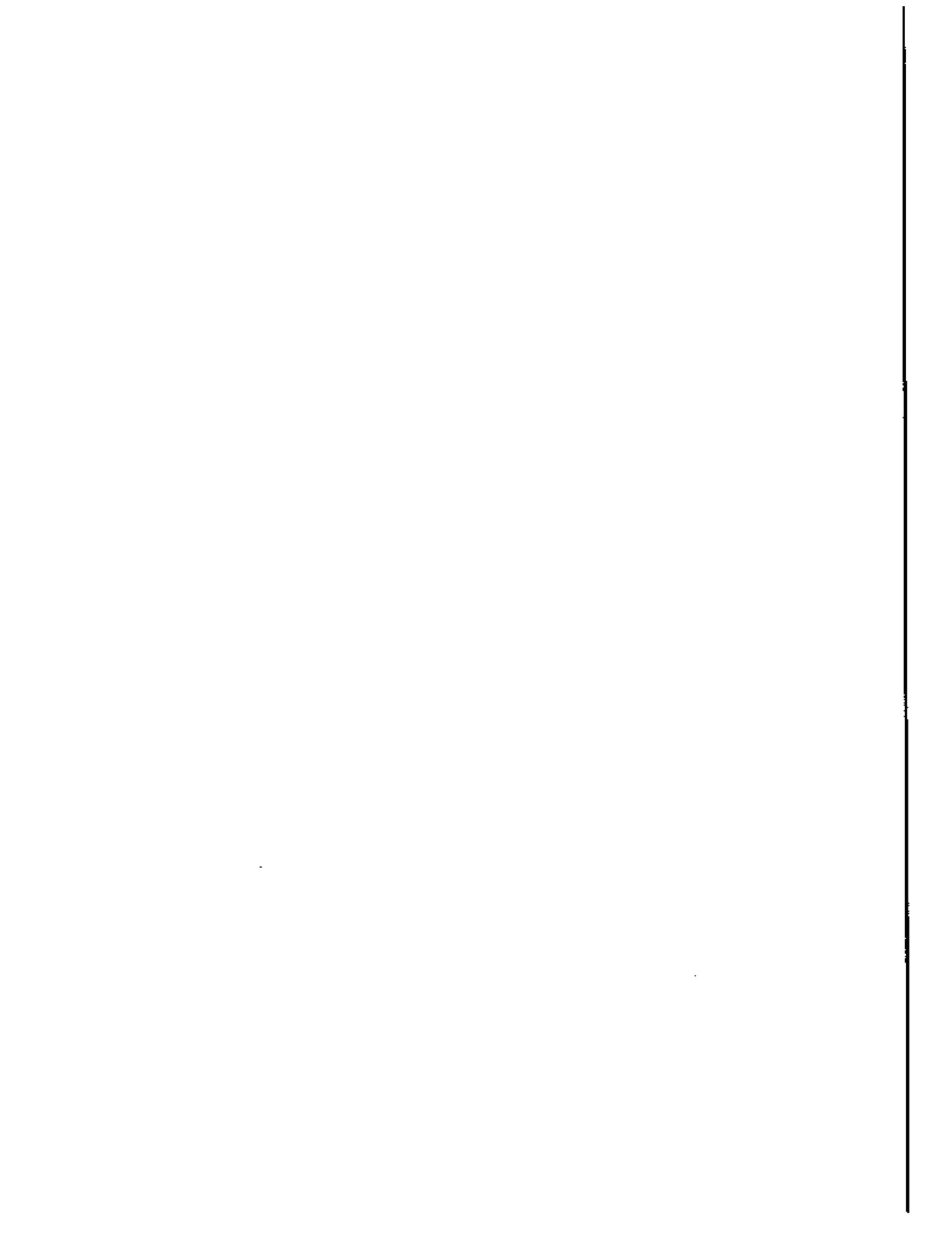
Cette publication de la Ville de
Québec a été réalisée grâce à
la collaboration du ministère
des Affaires culturelles du
Québec et de l'Office de plani-
fication et de développement
du Québec dans le cadre de
l'Entente sur la mise en valeur
des biens culturels de la ville
de Québec.

Dépôt légal: 3^e trimestre 1988,
Bibliothèque nationale du
Québec,
ISBN-2-920860-06-2.

SAINT-JEAN- BAPTISTE

ENTRE FAUBOURG ET CENTRE-VILLE





LES QUARTIERS DE QUÉBEC

I me fait plaisir de vous présenter, dans cette publication de la collection « Les quartiers de Québec », les principaux points qui caractérisent le quartier Saint-Jean-Baptiste et qui contribuent à son identité issue de son évolution historique.

Vous trouverez, dans ces pages, des renseignements qui vous permettront de mieux comprendre comment s'est constitué ce quartier qui est votre milieu de vie et dont les richesses patrimoniales constituent votre environnement. Forts de ces connaissances, fruit de recherches entreprises par la Ville de Québec, vous serez mieux en mesure de comprendre l'évolution de votre quartier, ce qui fait sa personnalité et lui donne son image distinctive ainsi que les raisons d'être fiers d'y habiter.

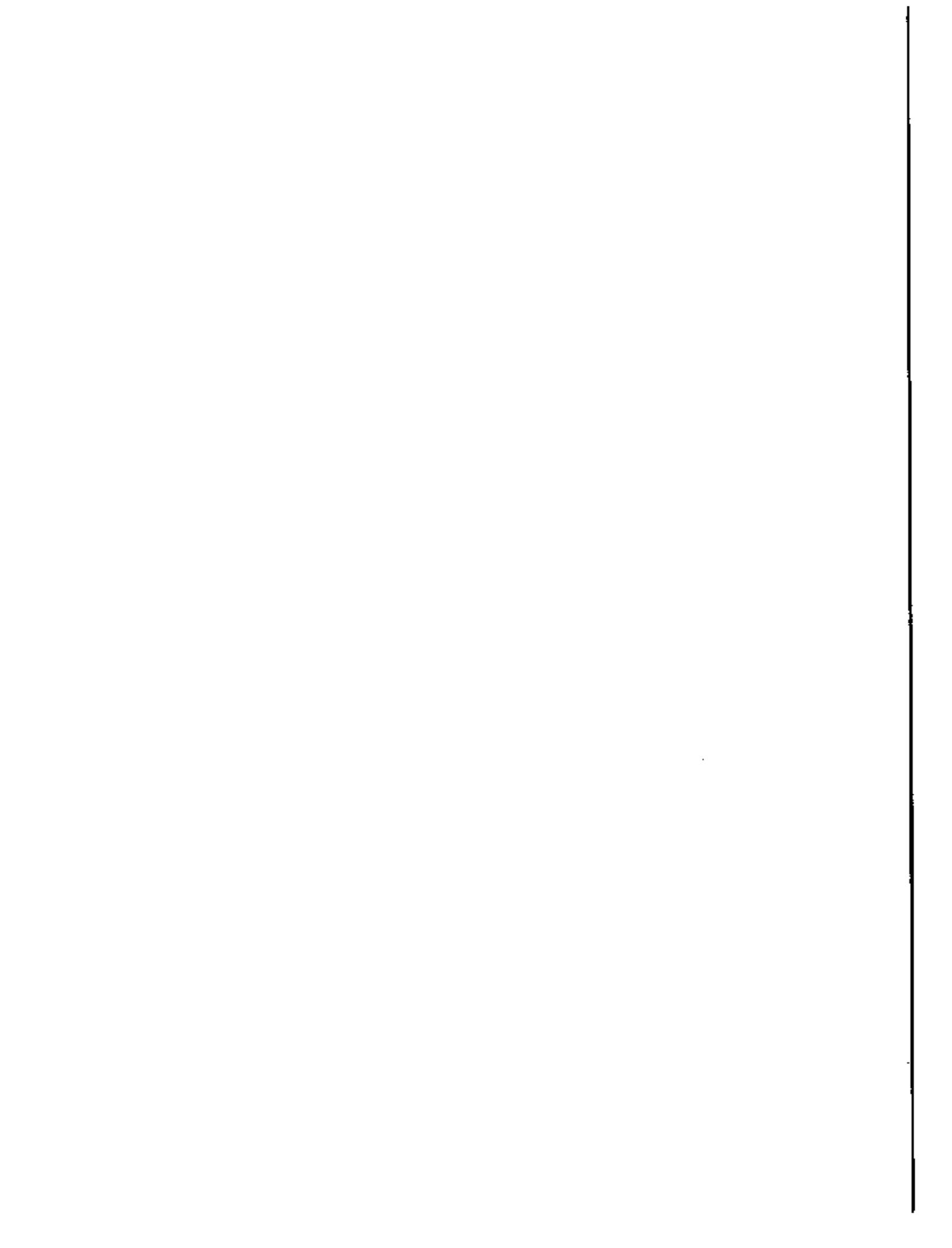
Cette publication s'inscrit dans les efforts de la Ville de Québec pour la conservation et la mise en valeur de son patrimoine. Consciente de sa responsabilité à cet égard, elle créait, en 1979, la Division du Vieux-Québec et du patrimoine au sein du Service de l'urbanisme. Au début de 1986, elle concluait, avec le ministère des Affaires culturelles et l'Office de planification et de développement du Québec, une entente d'une durée de quatre ans pour accentuer et prolonger ses efforts pour la mise en valeur de ses biens culturels.

Je suis donc heureux de pouvoir, par l'entremise de cette brochure, vous faire mieux connaître l'histoire de votre quartier et, bien sûr, de votre milieu de vie dans Québec, notre ville à tous, la ville que le monde aime.

Le vice-président du Comité exécutif



Jean-Paul Morency
Conseiller municipal
district 16



POUR MIEUX CONNAÎTRE SON QUARTIER

En vous présentant ce numéro de la collection « Les quartiers de Québec », nous vous proposons de jeter un regard neuf sur votre quartier, ses maisons, ses paysages qui vous sont devenus si familiers que vous n'y accordez peut-être plus l'attention qu'ils méritent. Donnez-vous aujourd'hui la peine de les considérer avec l'oeil d'un étranger. Demandez-vous ce qui distingue votre quartier de tous les autres, ce qui y rend la vie agréable, ce qui vous donne envie d'y demeurer.

Chaque quartier possède son caractère, sa personnalité propre. Avant d'être citoyens d'une ville, nous sommes d'abord résidents d'un quartier. De là l'expression « petite patrie » pour décrire ce coin de ville où nous avons nos racines, nos habitudes. Cela est d'autant plus vrai lorsque l'on parle d'une ville comme Québec qui, depuis bientôt quatre siècles, a réuni autour d'un foyer initial, des faubourgs, des villages et de grands lotissements créés pour des motifs divers et ayant évolué différemment.

En feuilletant ces pages, vous pourrez donc vous rappeler comment s'est constitué votre quartier et aurez l'occasion de mieux apprécier toutes les richesses qui vous entourent quotidiennement.



Serge Viau
Directeur
Service de l'urbanisme

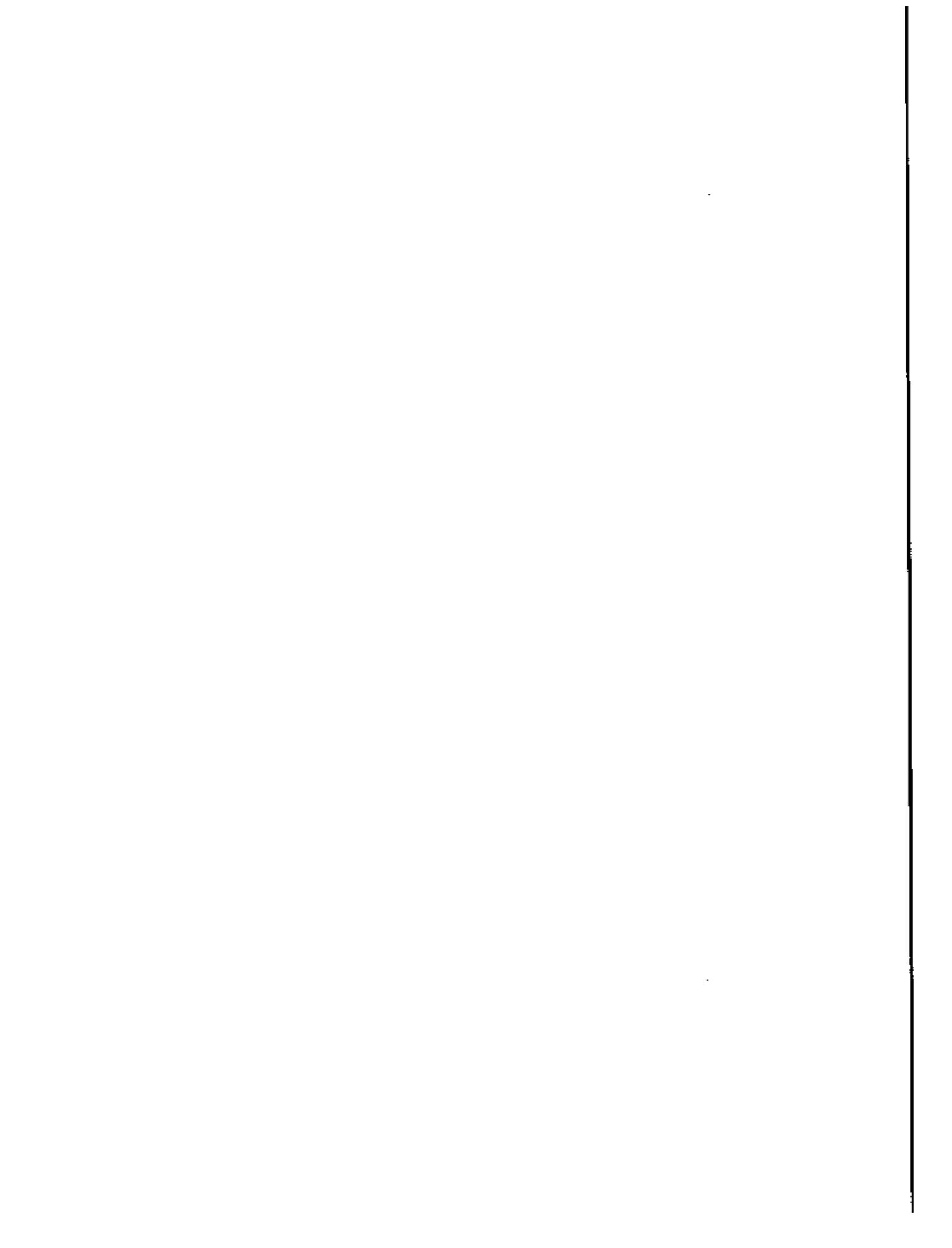


Table des matières

UNE HISTOIRE À RACONTER	1
De la banlieue rurale au faubourg	2
Les grandes propriétés: des incidences sur la trame urbaine	3
L'histoire de la claire fontaine et d'une méprise historique	5
Une expansion soumise aux impératifs de la défense	6
L'âge d'or des faubourgs	8
L'expansion rapide du faubourg Saint-Jean	9
Le développement anarchique du faubourg Saint-Louis	10
Le marché Berthelot, facteur d'expansion	11
La vie urbaine	13
Le spectre du choléra	13
Les grands incendies	15
La Société Saint-Vincent-de-Paul et l'oeuvre du Bon-Pasteur	18
Une seconde bataille des Plaines?	22
La volonté populaire	22
Les Plaines sont menacées de lotissement	23
Québec glorifie les héros de la Conquête	24
Une vision romantique de la nature	25
L'aménagement du parc vogue au rythme des crises politiques et économiques	26
À l'aube du XX^e siècle	29
La zone des tours Martello	29
Le glacis des fortifications	31
Le faubourg Saint-Louis en mutation	32

Table des matières (suite)

L'ARCHITECTURE DE SAINT-JEAN-BAPTISTE	35
Après l'incendie de 1845	36
Un mode d'habitation privilégié: la maison en terrasse	38
De nouvelles tendances	39
Des créations architecturales	41
Un favori: l'immeuble à logements multiples	44
Des rues verdoyantes	49
Le parlement: une architecture remarquable	53
Le manège militaire	56
Une grande variété d'églises	58
L'école St. Patrick	62
L'hôpital Jeffery Hale	63
L'architecture commerciale de la rue Saint-Jean	65
BIBLIOGRAPHIE	69
CARTE	72

UNE HISTOIRE À RACONTER

Le quartier Saint-Jean-Baptiste offre au regard un ensemble de contrastes qui témoignent de son évolution.

Dans sa partie nord, le quartier a conservé sa facture ancienne. On y trouve surtout une fonction résidentielle à moyenne et haute densité héritée des faubourgs Saint-Jean et Saint-Louis. Cependant, à la traditionnelle artère commerciale que constitue la rue Saint-Jean, s'est ajouté un nouveau secteur, celui du Centre municipal des congrès autour duquel gravitent des boutiques et deux hôtels.

La moitié sud du quartier contraste avec la précédente. En grande partie occupée par les édifices parlementaires, elle présente un visage moderne avec ses immeubles en hauteur, ses larges voies de circulation et son architecture contemporaine (ill. 1). De plus, elle profite de la proximité d'un parc d'envergure: celui des Champs-de-Bataille. Ce parc a attiré un bon nombre d'institutions et de commerces. Églises, couvents, ministères, importantes compagnies, firmes de professionnels, sans oublier le Grand Théâtre, sont aujourd'hui concentrés aux abords du parc.



Le boulevard Saint-Cyrille, né de l'élargissement de la rue de l'Artillerie dans les années 1960, symbolise la dichotomie du quartier.

1: Les transformations des années 1970 ont donné au quartier un nouveau visage empreint de modernisme.

Jusqu'à tout récemment, la limite est du quartier coïncidait avec le mur de fortification du Vieux-Québec. Aujourd'hui, le quartier s'arrête à l'autoroute Dufferin-Montmorency, de sorte que la place D'Youville ne fait plus partie de Saint-Jean-Baptiste. Cependant, l'histoire du quartier et celle de cette place ayant été intimement liées, nous avons préféré les garder réunies.

De la banlieue rurale au faubourg

Situé dans le prolongement de la ville fortifiée, Saint-Jean-Baptiste s'étire sur le dos de la colline de Québec jusqu'à l'avenue De Salaberry, l'ancienne limite ouest de la ville. Au nord et au sud, la colline se termine brusquement par une ceinture de falaises qui rend le

tracé des routes difficile (ill. 2). Les premiers habitants ont donné le nom de coteau Sainte-Geneviève au versant nord des hauteurs du cap sur toute sa longueur. Par cette appellation, les premiers colons ont voulu perpétuer en terre d'Amérique le souvenir de la patronne de Paris.



2: La côte d'Abraham tire son nom du premier résident du coteau Sainte-Geneviève: Abraham Martin. Elle est l'une des plus anciennes voies du quartier. Sur cette carte postale du début du siècle, il est aisé de voir les contraintes qu'impose la topographie accidentée de la colline sur laquelle s'est développé le quartier. (Archives de la Ville de Québec, Bilaudeau et Campbell, 11142)

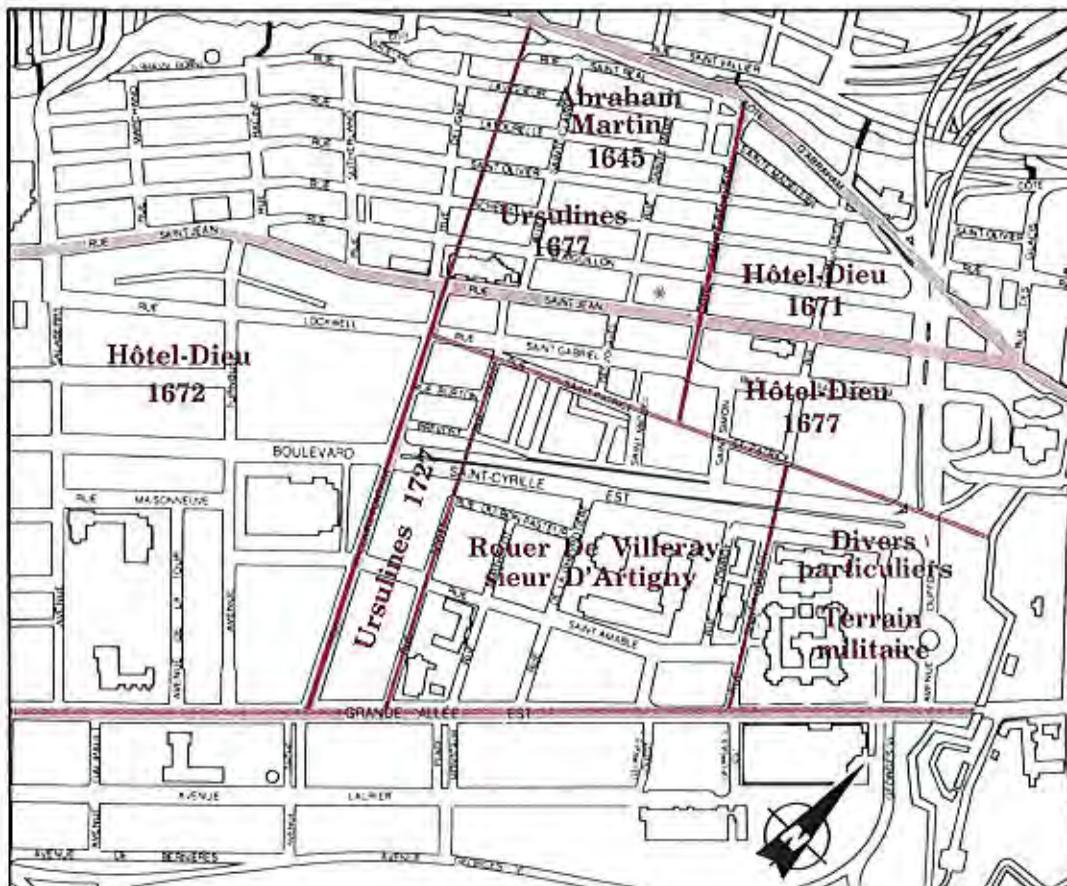
Dès les débuts du Régime français, l'espace qui deviendra le quartier Saint-Jean-Baptiste fait partie de ce qu'on appelle la banlieue. Dans la conception urbanistique héritée du Moyen Âge, la banlieue est une étendue d'une lieue à l'extérieur du noyau urbain sur laquelle s'exerce le « ban », c'est-à-dire la juridiction de la Ville sur les plans administra-

tif et judiciaire. Théoriquement, cet espace constitue une réserve susceptible d'absorber l'excédent de population. En ce qui a trait à Québec, la pression démographique ne justifiera pas la formation de faubourgs avant le milieu du XVIII^e siècle. En fait, jusqu'en 1790, les terres du coteau Sainte-Geneviève appartiennent à quelques grands propriétaires qui les exploitent à des fins agricoles.

LES GRANDES PROPRIÉTÉS: DES INCIDENCES SUR LA TRAME URBAINE

Les Ursulines et les Hospitalières de l'Hôtel-Dieu se partagent la plus grande partie du territoire de Saint-Jean-Baptiste. Les Hospitalières, en premier lieu, acquièrent en 1672 la grande terre de Repentigny comprise entre l'avenue De Salaberry et la rue de Claire-Fontaine, depuis la Grande Allée jusqu'à la cime du coteau. Elles achètent par

la suite, en 1671 et 1677, la concession de Guillemette Couillard qui s'étend à l'est de la côte Sainte-Geneviève jusqu'aux fortifications, entre la cime du coteau et la rue Saint-Patrick. Les Ursulines, pour leur part, achètent en 1677 la terre d'Abraham Martin située sur le coteau Sainte-Geneviève, puis, en 1727, une bande de terrain entre les rues Scott et





4: Le tracé de la rue de Claire-Fontaine correspond à la ligne-frontière entre la propriété des Ursulines et celle des Augustines de l'Hôtel-Dieu.

de Claire-Fontaine. Le reste du territoire, situé à l'est de la rue Scott, appartient pendant plusieurs générations à la famille de Rouer de Villeray, sieur d'Artigny, qui l'avait acquis des héritiers Hébert-Couillard dans les années 1660 (ill. 3).

Le découpage des grandes propriétés s'est répercuté sur la trame urbaine. Par exemple, la rue de Claire-Fontaine suit la frontière entre la propriété des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu et celle des Ursulines. En 1790, lorsque l'arpenteur Louis Perreault divise officiellement leurs terres, il trace une ligne fondamentale courant à 21 degrés ouest, depuis la Grande Allée jusqu'à la ci-

me du coteau. Les deux communautés cèdent de part et d'autre de cette ligne une lisière de terrain de 4,6 m (15 pieds) qui servira au tracé de la rue de Claire-Fontaine, alors un simple sentier (ill. 4). Cette ligne vient couper à angle droit une autre ligne-frontière qui deviendra la rue Saint-Patrick.

L'étude des cartes anciennes semble démontrer que le découpage initial des terres de la banlieue répond à des préoccupations précises, qui datent des premières tentatives de planification urbaine effectuées sous l'administration du gouverneur Charles Huault de Montmagny dans la première moitié du XVII^e siècle. Successeur de Champlain, Montmagny, assisté de l'arpenteur Jean Bourdon, est chargé de tirer le plan de la ville et de voir à la distribution des terres aux communautés religieuses. Sa préoccupation première est l'établissement d'une fortification. Monsieur de Montmagny doit organiser le réseau des rues en fonction de cet impératif de défense. La pièce maîtresse de son projet est le fort Saint-Louis vers lequel doivent converger les principales artères de la ville. Ainsi, deux liens importants avec la campagne — la Grande Allée qui mène à Sillery et la côte d'Abraham qui permet de rejoindre la vallée de la rivière Saint-Charles — pointent vers la place d'Armes. Ces deux artères, reliées à l'axe de la rue de Claire-Fontaine, forment un triangle isocèle que l'axe de la rue Saint-Patrick vient diviser en deux parties égales (ill. 5). Ainsi, le plan radio-concentrique esquissé sous le règne de Montmagny a laissé des traces sur le développement ultérieur d'un secteur du quartier Saint-Jean-Baptiste: le faubourg Saint-Louis.



5: Cette carte montre le rapport entre les axes de communication des faubourgs Saint-Jean et Saint-Louis et le fort Saint-Louis. Celui-ci constitue le point central de la défense au XVII^e siècle. Les rues Saint-Patrick et de Claire-Fontaine ne sont, à l'origine, que des lignes fictives tracées pour délimiter les concessions. (Archives de la Ville de Québec, D-342-1929)

L'HISTOIRE DE LA CLAIRE FONTAINE ET D'UNE MÉPRISE HISTORIQUE

Le premier résident du coteau Sainte-Geneviève est le pilote royal, Abraham Martin dit l'Écossais, dont la renommée posthume tient aux plaines qui portent son nom. En 1645, Abraham Martin possède un espace de 32 arpents entre le coteau et la rue Saint-Patrick, depuis la côte Sainte-Geneviève jusqu'à une ligne imaginaire qui prolonge la rue de Claire-Fontaine. Il s'emploie à défricher sa terre et construit une maison et une grange sur un terrain qui serait situé aujourd'hui à l'angle des rues Saint-Jean et Sainte-Marie. Tout à côté de sa maison jaillit une fontaine vive et abondante qui donnera son nom à la terre d'Abraham Martin: la claire fontaine. Par ailleurs, le chemin qui conduit de la vallée de la rivière Saint-Charles à la Haute-Ville passe à l'extrémité nord de sa propriété et prend ainsi le nom de côte

d'Abraham. Après son décès en 1664, ses héritiers, faute de moyens, sont contraints de vendre la terre aux Ursulines. Après la Conquête, les Ursulines concèdent l'emplacement de la claire fontaine à Jean-Marie Deguise dit Flamand qui y installe, à partir de 1762, une tannerie alimentée par l'eau de la fontaine.

C'est sous le Régime anglais que le nom d'Abraham Martin est associé aux hauteurs qui dominant son ancienne propriété, là où il faisait paître ses animaux de ferme. Le terme *Plaines* désignait le champ de course aménagé sur un plateau au sud de la Grande Allée (ce terrain fait face, aujourd'hui, au Musée du Québec). L'appellation, somme toute erronée, de parc des plaines d'Abraham est donc le fruit d'une tradition orale de la fin du XVIII^e siècle.

**UNE EXPANSION
 SOUMISE AUX
 IMPÉRATIFS DE
 LA DÉFENSE**

Les dernières années du Régime français laissent présager une accélération de l'expansion urbaine comme en témoigne l'augmentation de la population qui double entre 1740 et 1763, passant de quelques 4 000 à 8 000 habitants. L'ouverture de chantiers navals sur les bords de la rivière Saint-Charles près du palais de l'Intendant, à partir de 1729, favorise un essor économique qui attire une main-d'œuvre d'artisans et de journaliers. Quoique plus impor-

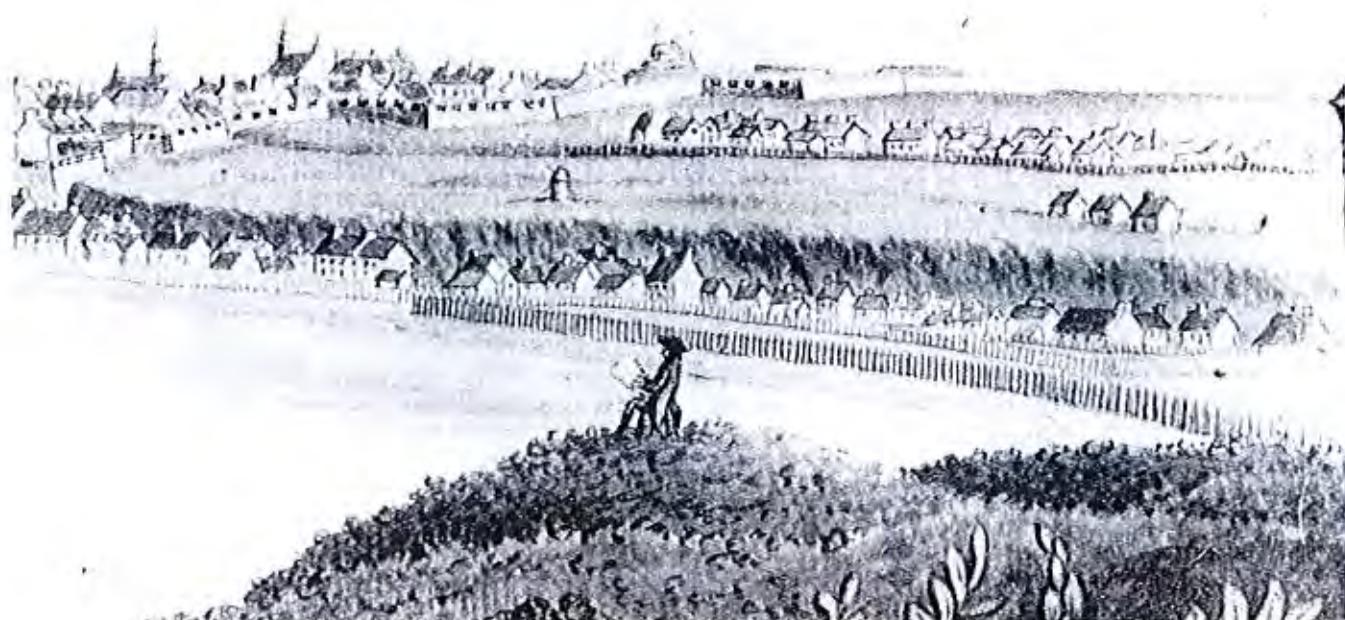
Les débuts du faubourg Saint-Jean sont cependant compromis par les plans de la nouvelle fortification. La vieille enceinte de l'ingénieur Boisberthelot de Beaucour, réalisée à la fin du XVII^e siècle, enserme de trop près la ville et nuit à son développement (ill. 6). Dès 1701, Levasseur de Nérée propose de pousser l'enceinte plus à l'ouest; il amorce les travaux, mais il faut attendre la prise de Louisbourg par les Anglais en 1745 pour que les autorités coloniales con-



6: Cette vue de Québec, réalisée par Richard Short à partir du nouveau rempart, témoigne de l'espace gagné par la ville fortifiée lors du déplacement de la ligne des fortifications vers l'ouest. (Musée du Québec, A53 107E, photographie N. Bazin)

tante pour les faubourgs Saint-Nicolas et Saint-Roch situés à proximité des chantiers, l'expansion touche aussi le faubourg Saint-Jean. Vers 1740, une vingtaine de maisons bordent la rue Saint-Jean jusqu'à la côte d'Abraham.

fient à l'ingénieur Chaussegros de Léry le soin de terminer la nouvelle fortification. Le déplacement de la ligne de défense plus à l'ouest implique un réaménagement de l'espace urbain qui affecte particulièrement le faubourg naissant qui doit être presque entièrement détruit pour faire place au nouveau rempart.



7: Ce détail d'une aquarelle de Thomas Davies montre le développement des faubourgs en 1787. On remarque l'agglomération du faubourg Saint-Jean en haut, à droite, juste au-dessus de celle du faubourg Saint-Roch. (Ministère des Affaires culturelles, Direction des biens culturels, F.M. 14682-11-9)

Le système défensif implique également le dégagement d'une zone libre de bâtiments devant l'enceinte: le glacis. Cette perte d'espace sur le coté est compensée par le quadrillage du faubourg Saint-Roch. Chaussegros de Léry cherche ainsi à reloger et à concentrer le surplus de la population d'artisans et de journaliers de la Haute-Ville, ce qui, selon un commentaire émis quelques années plus tard, « a débarrassé la ville ».

Après la Conquête, en 1759, la politique britannique en matière de défense privilégie la construction d'une citadelle sur les hauteurs du cap Diamant au détriment du système de fortification français considéré inadéquat. Les militaires négligent donc de préserver la zone du glacis devant l'enceinte ce qui permet au faubourg Saint-Jean de renaître. Les terres du faubourg Saint-Jean présentent des attraits particuliers pour les artisans. D'une part, elles sont moins chères que celles de la ville murée et

plus salubres que les terrains marécageux de Saint-Roch qui reçoivent l'écoulement des eaux du cap. D'autre part, l'axe de la rue Saint-Jean permet de communiquer facilement avec l'intérieur de la ville.

L'existence du faubourg est encore une fois compromise en 1775. Cette année-là, la ville a été assiégée sans succès par les Américains. L'alerte a été chaude et le Conseil de guerre britannique ordonne la destruction d'un nombre encore indéterminé de maisons afin qu'elles ne servent plus d'abri à l'ennemi. Malgré ce second intermède, l'extension du faubourg reprend après 1780. Avec 171 maisons en 1795, il dépasse même le faubourg Saint-Roch de plus d'une quarantaine d'habitations (ill. 7). L'aménagement d'un glacis devant la porte Saint-Jean, au tout début du XIX^e siècle, entraîne encore une fois la destruction de maisons érigées sur ce que nous appelons la place D'Youville.



L'âge d'or des faubourgs

Bien qu'amorcé à la fin du XVIII^e siècle, le développement du faubourg Saint-Jean prend véritablement son élan durant les premières décennies du XIX^e siècle. À partir de 1795, l'activité économique, centrée sur le commerce du bois et sur les chantiers maritimes, favorise l'expansion urbaine à l'extérieur des murs. Alors qu'en 1795 trois habitants sur quatre résident à l'intérieur de l'enceinte, c'est plus de la moitié de la population qui habite dans les faubourgs en 1818.

8: La discontinuité de la trame urbaine entre les faubourgs Saint-Jean et Saint-Louis est particulièrement éloquent dans la rue Scott. Cette perspective de 1948 illustre le point de rencontre des rues Scott, Saint-Patrick et Saint-Gabriel. (Archives de la Ville de Québec, Service de police de la Ville de Québec, 1460)

À l'extérieur de la Haute-Ville, la poussée urbaine donne naissance à deux faubourgs, Saint-Jean au nord et Saint-Louis au sud, qui se développent le long de deux grands axes: la rue Saint-Jean et la Grande Allée. Le tracé de la rue Saint-Patrick, une an-

cienne frontière territoriale du Régime français, délimite alors les deux faubourgs et devient le point de rencontre de deux trames urbaines très différentes. En effet, les faubourgs Saint-Jean et Saint-Louis ne suivent ni le même rythme ni le même modèle de croissance (ill. 8). Au XIX^e siècle toutefois, l'appropriation du sol par les militaires aura les mêmes incidences sur leur évolution. Hors des murs, la superficie des terres réservées à la défense du territoire est estimée à 35%. Cette situation est particulièrement gênante à l'ouest des faubourgs puisqu'elle empêche leur expansion jusqu'à l'avenue De Salaberry: le développement du faubourg Saint-Louis est bloqué à la rue de Claire-Fontaine alors que celui du faubourg Saint-Jean s'arrête un peu à l'ouest de la rue Sutherland.



**L'EXPANSION RAPIDE
 DU FAUBOURG
 SAINT-JEAN**

Le faubourg Saint-Jean occupe des terrains qui descendent en gradins vers le coteau Sainte-Geneviève (ill. 9). Le coût abordable des terrains et l'affluence que connaît la rue Saint-Jean, tronçon de la route vers Montréal, sont propres à attirer les marchands et les ouvriers des chantiers navals qui souhaitent s'éloigner de leur milieu de travail.

Les religieuses de l'Hôtel-Dieu, à qui appartiennent les terres, interviennent pour planifier l'espace. En 1783, elles confient à l'arpenteur Vondenvelden le soin de subdiviser leurs terrains près des fortifications; celui-ci opte pour un plan orthogonal selon lequel les rues se coupent à angle droit. Les rues tracées ultérieurement obéiront aussi à ce schéma. Ce plan fait suite à un premier relevé d'arpentage effectué en 1745 par Pierre-Noël Levasseur où apparaît déjà le tracé des rues. Nul doute que sans l'interdiction militaire de construire, le faubourg Saint-Jean aurait connu une croissance plus rapide.

Selon le recensement commandé en 1792 par l'évêque, Mgr Plessis, les 845 habitants du faubourg Saint-Jean sont établis dans le quadrilatère formé par les rues Saint-Joachim, Richelieu, la côte Sainte-Geneviève et la limite des glacis. En 1798, s'ajoute la rue Saint-Olivier; 1 245 résidents habitent alors dans le faubourg. La poussée vers



l'ouest continue tant et si bien qu'elle atteint rapidement les terrains réservés par les militaires. L'axe du développement, qui suivait traditionnellement la rue Saint-Jean, change alors d'orientation. Au nord de la rue Saint-Olivier, des propriétaires terriens, comme Sutherland et Vallières de Saint-Réal, ouvrent de nouveaux espaces au lotissement dans les années 1820-1830.

9: Le développement du faubourg Saint-Jean s'effectue sur des terrains qui dévalent régulièrement depuis les hauteurs de la falaise dominant le fleuve jusqu'à la cime du coteau Sainte-Geneviève. Les maisons semblent construites en équilibre instable sur ces terrains accidentés.



LE DÉVELOPPEMENT ANARCHIQUE DU FAUBOURG SAINT-LOUIS

Le faubourg Saint-Louis, qui ne bénéficie pas des avantages économiques du secteur nord, connaît un développement plus tardif et moins spectaculaire. Alors qu'en 1844 le faubourg Saint-Jean compte 9 012 habitants, la population du faubourg Saint-Louis ne dépasse pas 2 784 âmes. Plusieurs raisons expliquent cet état de choses. D'une part, la Grande Allée, artère qui ne conduit qu'à Sillery, est peu propice au développement commercial; elle attire davantage les riches familles qui s'y taillent de grands domaines champêtres (ill. 10). D'autre part, l'expansion est davantage gênée de ce côté par les vastes propriétés que les militaires réservent à la défense de la ville. Ce retard est encore accentué par l'activité de certains spéculateurs qui gardent intactes leurs parcelles de terrain dans l'espoir de les vendre à bon prix aux militaires. Ainsi en 1823, une requête portant des centaines de signatures demande le prolongement vers le sud des rues

Saint-Augustin et Saint-Eustache (aujourd'hui incluse dans l'autoroute Dufferin-Montmorency) afin de relier la rue Saint-Jean et la Grande Allée. Mais les héritiers du sieur de Lotbinière refusent de scinder leur propriété.

Si dans le faubourg Saint-Jean le plan orthogonal est respecté par les propriétaires qui, de la sorte, peuvent mieux tirer parti de l'espace, il en est tout autrement dans le faubourg Saint-Louis. D'abord influencé par les axes des rues de Claire-Fontaine et Saint-Patrick, le tracé des rues de ce faubourg connaît ensuite un développement anarchique. L'absence d'accord entre les propriétaires des terres aboutit à la création d'un réseau enchevêtré de petites rues (ill. 11) qui composent des îlots irréguliers en forme de triangles, de rectangles ou de trapèzes. Le faubourg Saint-Louis est donc l'antithèse de son voisin, le faubourg Saint-Jean.

10: Au début du XIX^e siècle, la Grande Allée, contrairement à la rue Saint-Jean, est une artère peu animée sur laquelle s'établissent les riches marchands et l'élite de la société coloniale. Elle garde un charme champêtre comme l'illustre cette aquarelle du lieutenant Wright où l'on peut voir, à gauche, la maison D'Artigny. (Royal Ontario Museum, 951.67.5)





11: La petite rue Burton, coincée entre les rues de Claire-Fontaine et Scott, est l'un des derniers vestiges de l'organisation spatiale du faubourg Saint-Louis au XIX^e siècle.

**LE MARCHÉ
 BERTHELOT,
 FACTEUR
 D'EXPANSION**

L'augmentation considérable de la population des faubourgs contraint les autorités à organiser en conséquence les services communautaires. À l'époque où les déplacements s'effectuent le plus souvent à pied, l'expansion des faubourgs vers l'ouest exige la création de nouveaux centres d'approvisionnement. Aussi décide-t-on, vers 1825, d'ouvrir un marché public pour les résidents des faubourgs de la Haute-Ville. Le site est judicieusement choisi afin de satisfaire les usagers des deux faubourgs. Le marché occupe donc un point central à égale distance du nord et du sud, comme de l'est et de l'ouest. Il deviendra le cœur autour duquel s'organisera la vie des faubourgs Saint-Jean et Saint-Louis (ill. 12).

L'espace nécessaire à l'établissement du marché, entre les rues Berthelot et Saint-Michel, est offert gratuitement par Michel et Amable Berthelot. La propriété, ancienne terre du sieur Louis Rouer d'Artigny, avait été acquise en 1748 par leur ancêtre, le marchand Charles Berthelot; on l'appelait communément la Grande-Prairie.

Il ne fait pas de doute qu'en offrant leur terrain, les frères Berthelot entendent orienter l'urbanisation qui atteint leur vaste propriété tout en profitant de ses retombées. De fait, les conditions qui accompagnent l'offre montrent leur intention d'effectuer une opération lucrative. En plus d'ouvrir les rues Berthelot et De La Chevrotière, la Ville doit s'engager à y construire une halle et à y aménager le terrain, à y installer les étals des bouchers, à obliger les habitants de la rive nord du Saint-Laurent à venir y vendre leurs bestiaux et, finalement, à garantir qu'aucun autre marché ne pourra s'établir dans le secteur au cours des 50 prochaines années. Si ces conditions ne sont pas respectées, les donateurs se réservent le droit de reprendre la propriété.

12: Le parc Berthelot occupe l'ancien emplacement du marché Berthelot, ouvert au public en 1835. Sa position centrale en fait le lieu de rencontre des résidents des faubourgs Saint-Jean et Saint-Louis.





13: Cet espace dégagé qui sert maintenant de stationnement était le site d'une carrière exploitée autour des années 1820 pour la construction résidentielle sur les terres de Michel et Amable Berthelot.

L'investissement dans les infrastructures effectué par la Ville ne peut qu'accroître la valeur des terrains avoisinants et attirer la population. Le lotissement de la propriété Berthelot avait d'ailleurs commencé peu avant 1820, car on mentionne l'existence d'une carrière, en face du marché, qui fournit des matériaux pour la construction d'habitations. L'emplacement de cette carrière, encore visible à l'angle des rues Berthelot et Prévost, sert aujourd'hui de stationnement (ill. 13). En 1835, les travaux sont assez avancés pour que les cartes mentionnent l'existence d'un quartier des carrières.

Le marché Berthelot est finalement ouvert au public en 1835. Une halle en bois d'un étage ainsi qu'une pesée publique y sont construites la même année. Avec l'expansion des faubourgs, la halle devient rapidement insuffisante. On l'agrandit en 1852, puis, en 1866, on décide d'en bâtir une nouvelle, en pierres et en briques, d'après les plans de Charles Baillairgé (ill. 14). Lors de sa construction, les résidents demandent qu'on ajoute au bâtiment un étage qui servirait aux assemblées publiques. En effet, au XIX^e siècle, le marché est le lieu de rencontres et d'échanges par excellence; c'est un carrefour dynamique qui remplit une fonction d'animation sociale. Cet étage supplémentaire n'est ajouté qu'en 1890. Neuf ans plus tard, le régiment des Zouaves pontificaux y établit son quartier général. Finalement, de 1945 à 1962, année où un incendie le détruit en partie, le régiment occupe tout l'édifice qu'il loue à qui en fait la demande, notamment aux partis politiques.



14: La deuxième halle Berthelot fut construite en 1866 par l'ingénieur de la ville Charles Baillairgé. C'est en 1890 que le toit à pignon est transformé en un toit mansardé. L'édifice a été démoli en 1965. (Archives de la Ville de Québec, *Le Soleil*, 11255)

La vie urbaine

LE SPECTRE DU CHOLÉRA

Dès les premières années du XIX^e siècle, Québec devient l'un des principaux ports d'entrée des immigrants européens. Entre 1815 et 1860, on estime à un million le nombre de ceux qui débarquent à Québec. Pendant la même période, la population de la ville passe de 15 000 habitants à 51 000, ce qui montre que Québec n'est qu'un lieu de passage vers le Haut-Canada et les États-Unis. Cependant, un certain nombre d'immigrants, surtout des Irlandais, y élisent domicile, à tel point qu'en 1861, 40 % des citoyens de Québec parlent anglais. Dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, la plupart des Irlandais s'installent rues O'Connell (autrefois située derrière l'église St. Mat-

thew), Saint-Patrick et Scott (ill. 15).

Or cette forte immigration traîne avec elle son cortège de misère et de malheur. Les conditions pénibles de la traversée provoquent l'apparition et la transmission de maladies contagieuses comme les fièvres, et surtout le choléra, qui se manifeste à Québec à l'été de 1832. Cette terrible maladie sévissait à l'état endémique depuis plusieurs années au Bengale, une région du nord-est de l'Inde. À partir de 1817, elle commence à se répandre à travers l'Asie et l'Europe pour atteindre les îles Britanniques en 1831, et de là se propager dans les colonies d'Amérique du Nord.



15: La petite rue O'Connell saisie sur pellicule vers 1872 par Louis-Prudent Vallée. Cette rue est peuplée en grande majorité d'Irlandais venus s'établir à Québec au cours du XIX^e siècle. (Archives nationales du Québec, B-32)



16: Avant l'installation d'un réseau de distribution, l'eau était puisée dans la rivière Saint-Charles et dans le fleuve Saint-Laurent ou provenait de puits et de sources naturelles. Des porteurs l'amenaient en tonneaux et la vendaient à domicile. Cette photographie de Louis-Prudent Vallée montre un porteur d'eau sur la côte d'Abraham. (Archives du Séminaire de Québec, PH 86.810, photographie Pierre Soulard)

En cet été de 1832, le fléau frappe avec une violence foudroyante; on enregistre 3 451 décès à Québec. Le choléra atteint davantage les faubourgs surpeuplés où la salubrité et l'hygiène font grandement défaut en raison de l'absence d'un réseau d'égouts et de distribution d'eau (ill. 16).

Dans les faubourgs Saint-Jean et Saint-Louis, la situation prend une tournure encore plus alarmante du fait de l'existence d'un hôpital pour immigrants, qui accueille, en plus des malades, les vagabonds et les mendiants. Fondé en 1823 par lord Dalhousie, l'hôpital est installé dans une maison de bois à deux étages offerte par Charles Jourdain et située à l'endroit où se trouve aujourd'hui l'église Saint-Jean-Baptiste. Les résidents du faubourg ne tardent pas à se plaindre des incommodités qu'implique ce genre de voisinage. Dans une pétition adressée à la Chambre d'assemblée en 1832, ils constatent que:

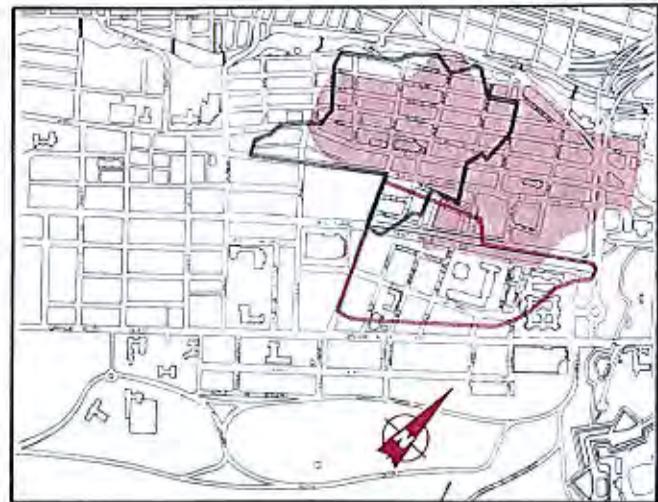
«[...] la maison maintenant occupée comme Hôpital des Émi-

grés est située dans une cavité au-dessous du niveau de la rue Saint-Jean, ayant des fosses d'aisance dont le manque d'égout infeste beaucoup le voisinage, surtout durant les chaleurs de l'été; et vu sa localité, ladite maison est entièrement privée du plus puissant de tous les moyens de désinfection, la ventilation [...]».

L'épidémie de choléra soulève encore plus de protestations. La soudaineté avec laquelle cette maladie emporte ses victimes frappe l'imagination collective, d'autant plus qu'on ignore tout des causes du fléau. Les résidents ont finalement gain de cause en 1834 alors que s'ouvre l'hôpital de la Marine à la Pointe-aux-Lièvres (quartier Saint-Roch). L'hôpital des Émigrés devient alors une maison de refuge pour les indigents. En mars 1887, il est la proie des flammes et ses 190 bénéficiaires se retrouvent sur le pavé. Quant aux épidémies de choléra, elles réapparaîtront avec vigueur en 1834, 1841, 1847, 1849 et 1854, et de façon moins virulente en 1851, 1852, 1866 et 1871.



Après les épidémies meurtrières, le feu est le pire ennemi des faubourgs (ill. 17). Les constructions en bois sont des proies faciles que l'absence d'un réseau de distribution d'eau empêche de protéger efficacement, si bien que la moindre étincelle peut facilement engendrer un incendie. Ainsi, le 28 juin 1845, un mois après le grand sinistre du faubourg Saint-Roch, la presque totalité des faubourgs Saint-Jean et Saint-Louis est détruite par le feu. L'incendie commence dans un hangar, à l'extérieur de la porte Saint-Jean, où l'on aurait déposé des cendres chaudes. Poussées par le vent, les flammes se sont rapidement propagées d'un toit à l'autre en ravageant tout sur leur passage. Le feu a détruit près de 1 200 maisons, privant 9 000 personnes de leur abri. C'est à la suite de ce malheur que la Ville adopte un règlement qui interdit notamment l'usage du bois comme matériau de construction (ill. 18).



- Incendie de 1845
- Incendie de 1876
- Incendie de 1881

17: Carte illustrant les zones du quartier Saint-Jean-Baptiste dévastées lors des grands incendies de 1845, 1876 et 1881.

18: Vue du faubourg Saint-Jean par le photographe McLaughlin en 1859. La rue Saint-Augustin y apparaît telle qu'elle fut reconstruite après l'incendie de 1845. (Archives nationales du Canada, PA-122945)



Ce règlement, faute d'être appliqué avec rigueur, n'est malheureusement pas observé par tout le monde. En 1861 et 1862, on rapporte deux incendies dans le faubourg Saint-Louis, aux environs de la rue Scott, qui détruisent respecti-

Louis sont jetées sur le pavé et 800 maisons disparaissent. Le feu s'est propagé à une vitesse foudroyante depuis une écurie située au coin des rues Saint-Olivier et Sainte-Marie. La plus grande partie du faubourg Saint-Jean, y compris l'église



vement 57 et 95 maisons. *Le Journal de Québec* signale que les maisons, construites en bois, étaient habitées par des ouvriers. Il est aisé de conclure que la population ouvrière, ayant tout perdu lors de la conflagration de 1845, n'avait pas les moyens de reconstruire ses maisons autrement qu'en bois, un matériau largement disponible et peu coûteux.

Deux autres incendies majeurs vont frapper les faubourgs de la Haute-Ville. Le 30 mai 1876, le faubourg Saint-Louis est à nouveau la proie des flammes. Le feu prend naissance dans une écurie de la rue Scott et gagne la rue Saint-Eustache (aujourd'hui l'autoroute Dufferin-Montmorency), depuis le nord de la Grande Allée jusqu'à la rue Saint-Gabriel, détruisant 411 maisons. Seul le couvent du Bon-Pasteur est resté debout au milieu d'un amas de ruines (ill. 19). L'incendie du 8 juin 1881 est encore plus dévastateur: 1 500 familles des faubourgs Saint-Jean et Saint-

Saint-Jean-Baptiste, est ravagée tout comme la partie nord du faubourg Saint-Louis.

À cette époque, la lutte contre les incendies est assurée par des compagnies de volontaires regroupées au sein de la Société du feu. Aux premières sonneries des cloches d'une église, les volontaires se rendent sur les lieux du sinistre pour organiser, avec l'aide de la population, les chaînes d'eau et installer la pompe à bras. Les charretiers et porteurs d'eau sont tenus, sous peine d'amende, de transporter sur les lieux de l'incendie des tonneaux de 227 litres (60 gallons). Souvent, l'armée doit intervenir en faisant sauter des maisons afin d'arrêter la progression du feu.

19: Ce spectacle de désolation au lendemain d'un incendie fut saisi par l'appareil du photographe Louis-Prudent Vallée en 1876. Seul le couvent du Bon-Pasteur a été épargné. Au loin se dressent les clochers de l'église Saint-Jean-Baptiste. (Archives du Séminaire de Québec, PH 86.864, photographie Pierre Soulard)

En 1866, le règlement 208 crée le Département du feu de la cité de Québec qui organise les premiers postes de pompiers avec un personnel permanent. Pour desservir les deux faubourgs de la Haute-Ville, on installe un poste sur le site du marché Berthelot. Au début du XX^e siècle, chaque faubourg aura son poste: l'un rue Richelieu et l'autre rue Saint-Amable (ill. 20).

Toutefois, le problème crucial demeure l'approvisionnement en eau. Au milieu du XIX^e siècle, le Conseil de ville confie à l'ingénieur américain George Baldwin le soin d'entreprendre les travaux d'installation d'un réseau de distribution d'eau. L'ingénieur choisit d'élever sur

la rivière Saint-Charles, au débouché du lac du même nom, un barrage et un château d'eau. De là, un tuyau de 45,7 cm (18 pouces) de diamètre achemine l'eau, par gravité, jusqu'au Mont-Plaisant, à l'angle du chemin Sainte-Foy et de l'avenue De Salaberry. Le système est inauguré en 1854 mais demeure longtemps incomplet et insuffisant. Jusqu'en 1885, année où l'on met en service un nouveau tuyau de 76 cm (30 pouces) de diamètre, seules les rues Saint-Jean, D'Aiguillon et Saint-Olivier bénéficient du réseau de distribution d'eau. Après cette date, les progrès dans la lutte contre l'incendie porteront fruit puisque le quartier Saint-Jean-Baptiste ne connaîtra plus ce genre de sinistre.



20: Le poste de pompiers numéro 9, rue Saint-Amable, au coin de la rue D'Artigny, a été construit en 1901 d'après les plans des architectes Staveley et Staveley. Le poste a servi jusqu'en 1968, date de sa démolition. (Archives de la Ville de Québec, Service de police de la Ville de Québec, 8 900)

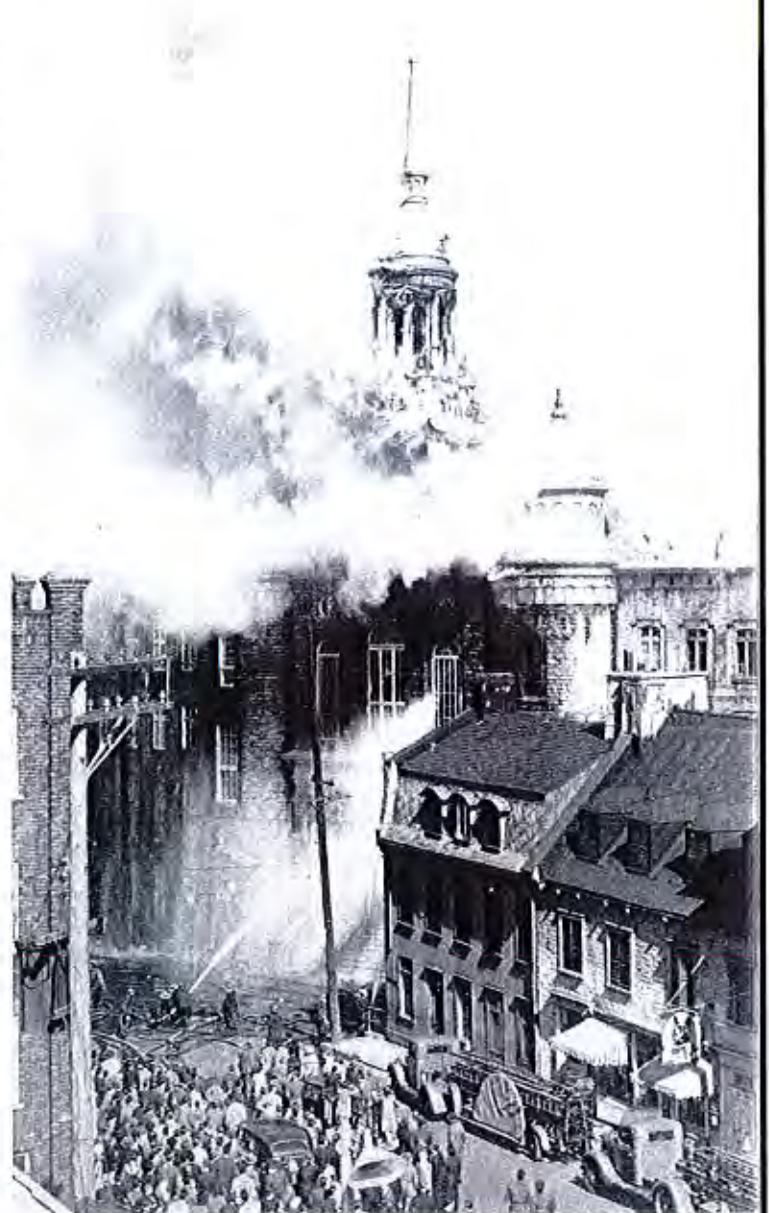
**LA SOCIÉTÉ SAINT-
 VINCENT-DE-PAUL
 ET L'OEUVRE
 DU BON-PASTEUR**



La population des faubourgs doit faire face à un autre ennemi, moins spectaculaire mais omniprésent: la pauvreté. Sans aucune assistance de l'État, des initiatives privées viennent soulager et secourir les plus démunis. Ainsi, en 1846, se tient à Québec la première conférence de la Société Saint-Vincent-de-Paul, un organisme de charité fondé à Paris en 1823 par Frédéric Ozanam. C'est au cours d'un séjour à Paris que Joseph Painchaud, alors étudiant en médecine, prend connaissance de l'existence de cette oeuvre et décide, dès son retour, de l'implanter à Québec.

La Société Saint-Vincent-de-Paul se voue principalement à la visite des pauvres à domicile et à l'éducation des enfants de familles démunies. Pour atteindre ce dernier objectif, on fonde en 1861 l'oeuvre du Patronage, grâce à laquelle les enfants pauvres ont la possibilité de fréquenter les écoles communes. En 1869, tous ces enfants sont réunis dans une petite maison de la rue D'Youville. Leur nombre augmente rapidement, si bien que le Patronage songe à s'agrandir. En 1870, une maison de briques rouges à trois étages est construite sur la côte d'Abraham pour servir d'école. L'oeuvre du Patronage prospère tant et si bien qu'elle acquiert de nouveaux terrains pour la construction de bâtiments, dont l'église Saint-Vincent-de-Paul édifée entre 1895 et 1898 d'après les plans de F.-X. Berlinguet (ill. 21).

La Société Saint-Vincent-de-Paul est aussi à l'origine d'une autre oeuvre charitable d'importance et ce, grâce à l'un de ses membres, Georges Muir, avocat et greffier de l'Assemblée législative. En visitant les



prisonniers, Muir prend conscience de la faillite du système qui vise à réhabiliter les prostituées. Une fois prises dans l'engrenage, elles ont peu de chances de s'en sortir, leurs seuls refuges étant la maison de débauche ou la prison. Ce problème préoccupe d'ailleurs bien des citoyens car Québec est une ville de garnison qui compte, en 1830, un militaire pour 30 habitants.

21: L'église Saint-Vincent-de-Paul est la proie des flammes le 15 mai 1949. Seule la structure extérieure échappe à la destruction. L'intérieur a été complètement refait. Les maisons situées au premier plan ont été démolies pour la construction de l'autoroute Dufferin-Montmorency. (Archives nationales du Québec, collection initiale, N-78-4-41-33).

Le phénomène semble avoir une certaine ampleur, comme en font foi les nombreuses pétitions de citoyens qui se plaignent de l'existence de maisons mal famées dans la ville, et plus particulièrement dans les faubourgs. Les résidents du faubourg Saint-Jean dénoncent le tapage et les désordres qu'engendrent ces lieux, de même que le danger qu'ils représentent pour la « moralité des jeunes familles » (ill. 22). Dans une autre pétition, les propriétaires et les commerçants du faubourg Saint-Louis se plaignent de la dépréciation de leurs propriétés et de la difficulté de louer leurs maisons à cause de ce voisinage indésirable. Cet état de choses est confirmé par un portrait du faubourg Saint-Louis tracé par l'annaliste des soeurs du Bon-Pasteur en 1850 :

« La plupart des maisons, d'une structure fort modeste, étaient habitées par des familles d'ouvriers ou de petits négociants, et de beaucoup de vendeurs de comestibles et de boissons, presque tous de langue anglaise. C'était le rendez-vous des soldats de la garnison, composée de plusieurs régiments anglais. On y voyait affluer également les matelots qui montaient de la rade voisine par les escaliers des plaines d'Abraham. On peut se figurer les scènes d'ivrognerie et de désordres qui s'y passaient habituellement. Les gens paisibles ne s'engageaient pas, le soir, sans quelque crainte, dans certaines rues où l'on ne rencontrait guère que des passants en habit rouge, ou des matelots à moitié ivres. »

Un rapport du surintendant de police dénonce, en 1851, l'existence d'une quinzaine de maisons mal famées dans les faubourgs Saint-Jean et Saint-Louis, où vivent 71 prosti-



tuées, sans compter une quinzaine de femmes qui, durant l'été, envahissent les Cove Fields (terrains derrière le manège militaire) et passent l'hiver en prison. L'inspecteur constate qu'il est impossible d'empêcher la prostitution. Il propose plutôt des mesures visant à la réglementer et à s'assurer de la santé des prostituées en engageant un médecin chargé de les examiner régulièrement.

En 1866, le Conseil adopte un premier règlement (le règlement 206) concernant les maisons de prostitution. Les autorités municipales reconnaissent en fait l'existence de la prostitution et tentent seulement d'en limiter la « visibilité ». Les maisons de débauche seront interdites à proximité des institutions religieuses et scolaires, les fenêtres devront rester closes et aucune sollicitation publique ne sera permise. Malgré ces contraintes, la prostitution reste florissante jusqu'à ce qu'un autre règlement l'interdise formellement en 1913.

22: Dans une pétition adressée au Conseil de ville en 1857 par des résidents du faubourg Saint-Jean, on dénonce les maisons mal famées des rues Deligny et Lavigneur (alors nommée Richmond). La prostitution sera tolérée jusqu'en 1913, année de son interdiction officielle.

Afin de venir en aide aux prostituées qui le désirent, Georges Muir propose à la Société Saint-Vincent-de-Paul de fonder une maison de refuge. On choisit en janvier 1850 un bâtiment de la rue Richelieu auquel on donnera le nom d'asile

En 1854-1855, un couvent est construit rue De La Chevrotière. En plus de l'aide aux pénitentes, la communauté est invitée à dispenser l'enseignement aux enfants pauvres du faubourg. À cette fin, elle fait construire la maison Sainte-



23: En 1850, l'oeuvre du Bon-Pasteur, dirigée par Marie Fitzback, emménage dans cette maison de la rue De La Chevrotière, démolie en 1926. C'est le noyau à partir duquel se développera le couvent du Bon-Pasteur aujourd'hui transformé en coopératives d'habitations. (Archives nationales du Québec, fonds Livernois, enveloppe 76)

Sainte-Madeleine. La fondation de l'oeuvre, connue désormais sous le nom de Bon-Pasteur, est confiée à une veuve pieuse: Marie Fitzback. Dès la fin de l'année 1850, la maison est devenue trop petite; l'oeuvre déménage alors au faubourg Saint-Louis dans une maison à deux étages située à l'angle des rues Saint-Amable et De La Chevrotière (ill. 23).

L'oeuvre du Bon-Pasteur progresse rapidement. Cette communauté, laïque à l'origine, est érigée en congrégation religieuse le 2 février 1856 sous le nom de Servantes du Coeur Immaculé de Marie du Bon-Pasteur de Québec.

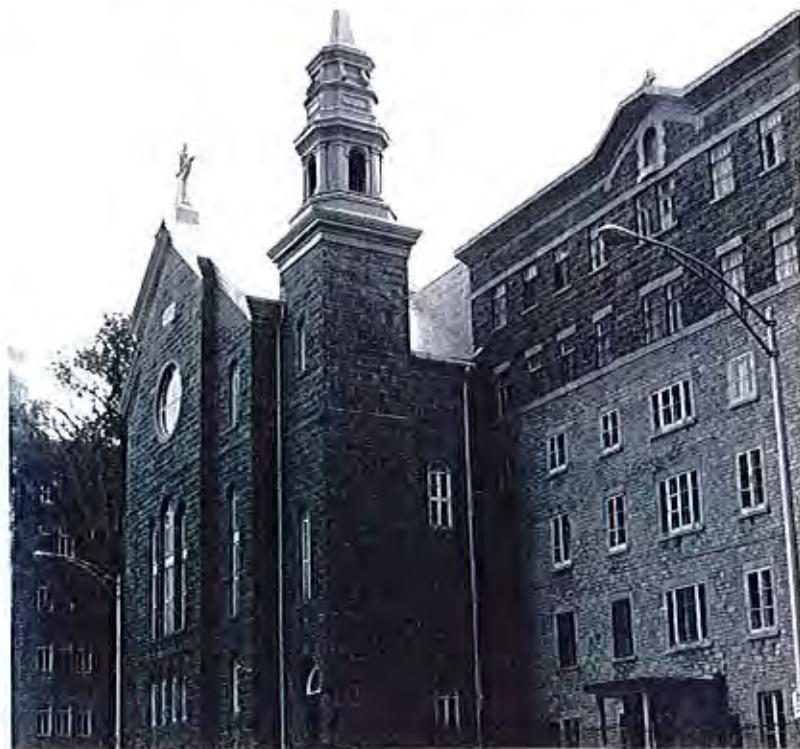
Famille, rue Saint-Amable, en 1859-1860. Entre 1866 et 1868, les religieuses font élever une chapelle, rue De La Chevrotière, suivant les plans de Charles Baillairgé. La façade est reconstruite en 1909 sous la responsabilité de l'architecte François-Xavier Berlinguet. Au nord de la chapelle, elles font bâtir la maison Sainte-Madeleine en 1875-1876 (ill. 24) et, l'année suivante, la maison de l'Immaculée-Conception, qui sert d'école de réforme et d'industrie pour les jeunes filles. Cet institut sera transféré en 1892 à l'hôpital de la Marine (autrefois à la Pointe-aux-Lièvres dans le quartier Saint-Roch) qui de-



24: L'aspect originel du couvent du Bon-Pasteur, oeuvre de Charles Baillairgé, vers 1900. La chapelle, classée monument historique en 1975, est flanquée de la maison Sainte-Madeleine à droite et de la maison du Bon-Pasteur à gauche. (Archives de la Ville de Québec, tirée de: *Québec et Lévis à l'aurore du XX^e siècle*, p. 95, 8217)

viendra l'hospice Saint-Charles. À ces bâtiments s'ajouteront, en 1899-1900, les maisons Notre-Dame-de-Toutes-Grâces et Saint-Joseph pour former un ensemble débordant largement le quadrilatère délimité par les rues De La Chevrotière, Saint-Amable, Berthelot et du Bon-Pasteur.

Ce complexe architectural fut sauvé de la démolition qui avait été décrétée au milieu des années 1970 pour permettre la construction d'un nouveau palais de justice. Les bâtiments ont été, depuis, transformés en coopératives d'habitations (ill. 25).



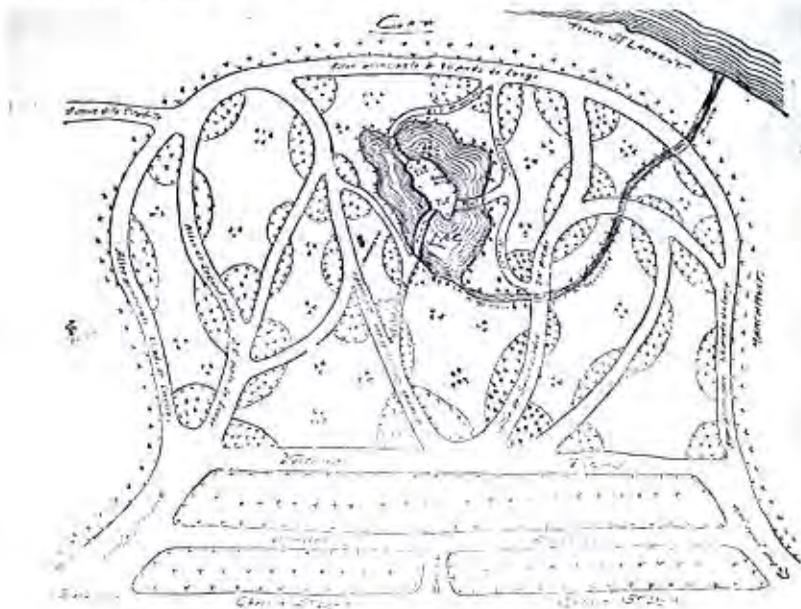
25: Le haussement des bâtiments de la rue De La Chevrotière a été exécuté en 1928 par l'architecte L. Auger. Ce complexe conventuel est le dernier témoin de l'architecture institutionnelle de la fin du XIX^e siècle dans l'ancien faubourg Saint-Louis.

Une seconde bataille des Plaines?

LA VOLONTÉ POPULAIRE

La population de Québec, après avoir traversé péniblement les trois dernières décennies du XIX^e siècle, envisage avec une certaine excitation l'arrivée du siècle nouveau. Les journaux parlent des améliorations et des embellissements nécessaires, si la vieille cité de Champlain veut participer à cette ère de modernité qui s'annonce. Un sujet revient sans cesse à partir de 1897: la transformation des vastes champs au sud de la Grande

Se récréer en ville: cette idée fait partie des préoccupations de l'époque. C'est pourquoi l'on s'ingénie à imaginer un parc verdoyant, sillonné par une multitude de sentiers agrémentés de plans d'eau au milieu desquels se dessinent des îles reliées par des ponceaux. En 1901, Sébastien Siné, concepteur du parc Victoria et d'autres jardins de la ville, suggère que le plan du parc prenne la forme d'une couronne impériale et que des ave-



MODELE POUR UN PARC NATIONAL SUR LES PLAINES D'ABRAHAM
DRESSÉ PAR M. SINE, ARCHITECTE EN CHEF DE LA VILLE DE QUÉBEC
Comme on peut le voir, ce plan a la forme de la couronne impériale: il ne comprend que le parc proprement dit. Les terrains pour jardins, bâtiments, etc. peuvent être ajoutés en suivant les mêmes lignes et le même style sans nuire à l'effet général. (Le Soleil, 28 septembre 1901).

Allée en un parc urbain. À l'invitation du journal *Le Soleil*, le public soumet des propositions quant à l'aménagement du parc. Certaines sont farfelues, d'autres tout simplement désarmantes, mais toutes montrent jusqu'à quel point le besoin d'un espace vert paysager est ressenti par les citoyens.

nues, larges et rectilignes, soient réservées aux bicyclettes et aux voitures (ill. 26). De son côté, un échevin propose, en 1897, de prolonger l'avenue Sainte-Geneviève (dans le Vieux-Québec) jusque sur les plaines d'Abraham. Il veut ainsi créer une large voie qui ne serait pas encombrée par

26: « Comme on peut le voir, ce plan a la forme de la couronne impériale: il ne comprend que le parc proprement dit. Les terrains pour jardins, bâtiments, etc. peuvent être ajoutés en suivant les mêmes lignes et le même style sans nuire à l'effet général. » (*Le Soleil*, 28 septembre 1901).

les tramways électriques nouvellement mis en service et qui « rendent difficile la circulation des voitures, surtout des équipages de gala, généralement trainés par des chevaux quelque peu fringants ». Rejoignant à l'est le Château Frontenac, il ne fait pas de doute que cette artère aurait surtout desservi les résidents de la Grande Allée. Cette idée ne reçut pas l'assentiment du

Conseil de ville; elle rejaillit quelques années plus tard, mais sans plus de succès. Il est alors question d'une avenue où cinq à six équipages pourraient circuler de front avec, en plus, une piste pour les piétons, une pour les cyclistes et une pour les cavaliers. L'influence des boulevards-promenades parisiens, où la bourgeoisie déambulait avec ostentation, est ici évidente.

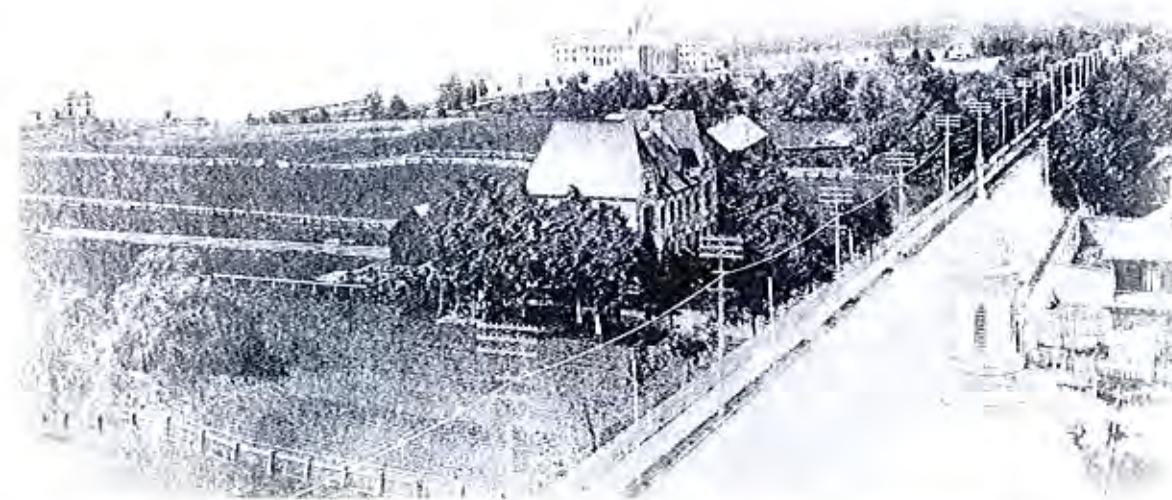
LES PLAINES SONT MENACÉES DE LOTISSEMENT

Si le public rêve de la sorte, c'est qu'il craint de perdre les hauteurs du cap Diamant qui lui sont si chères. En effet, en 1898, les Ursulines manifestent le désir de subdiviser leur propriété des plaines d'Abraham afin d'en augmenter la valeur marchande. Cette propriété située aujourd'hui dans le quartier Montcalm, entre le Musée du Québec et le collège Mérici, est occupée par les militaires depuis la Conquête en 1759. Il en est de même pour toutes les terres à l'est, jusqu'aux fortifications. Cette réserve militaire, essentielle à la défense de Québec et de sa citadelle, a eu un effet bénéfique: celui de préserver du lotissement des propriétés qui autrement se seraient transformées en un quartier populaires.

À la veille du XX^e siècle, plus rien ne justifie cette monopolisation des terres. Les propriétaires peuvent dès lors reprendre leurs biens et en disposer à leur guise. Toutefois, la pression du public d'ici et d'ailleurs au Canada, en faveur de la sauvegarde et de la mise en valeur du champ de bataille où s'est jouée la destinée du pays, incitera les hommes politiques à y créer un parc (ill. 27). Depuis un quart de siècle déjà, cette vocation se dessinait. En effet, en 1876, des personnali-

tés dont le lieutenant-gouverneur, le maire et le juge en chef avaient mis sur pied une association dont l'objectif était la création d'un parc. Cette initiative n'ayant pas eu de lendemain, le spectre du lotissement menaçait toujours le site.

En 1898, le gouvernement fédéral, appuyé par la Ville de Québec, entame des pourparlers avec les Ursulines pour acquérir leur propriété des Plaines. Trois ans plus tard, la vente est conclue et le gouvernement cède ses droits à la Ville de Québec qui doit, en échange, transformer la propriété en parc public. Le maire Parent dirige alors la ville avec beaucoup de succès. Pendant son mandat (1894-1906), les investisseurs locaux et étrangers misent à nouveau sur Québec après l'avoir boudée pendant quelques années; le climat est propice aux grands projets, ce qui réjouit les citoyens. Simon-Napoléon Parent a donc deux excellentes raisons d'être satisfait de cette transaction: d'une part, il gagne la gratitude de ses électeurs en sauvant ce site historique; d'autre part, il s'attire la sympathie des spéculateurs en faisant augmenter la valeur des terrains qui environnent le futur parc.



27: Prise à la hauteur de la rue de Claire-Fontaine, cette photographie du début du siècle illustre le paysage qui borde le sud de la Grande Allée. (Archives de la Ville de Québec, J.-P. Garneau, 9931)

QUÉBEC GLORIFIÉ LES HÉROS DE LA CONQUÊTE

Mais l'aménagement du parc avance à pas de tortue. Quelques arbres ont bien été plantés, mais on est loin de l'avoir terminé à la veille des célébrations du tricentenaire de la ville en 1908. L'autorisation accordée au ministère de la Milice et de la Défense de continuer, comme par le passé, à utiliser le terrain pour les défilés, revues et manoeuvres militaires n'est sûrement pas étrangère à cette situation. De plus, en 1905, le Comité des chemins interroge le conseiller juridique de la Ville au sujet de l'obligation « de procéder à la construction du parc et demande, si, le jugeant à propos, [la Ville] peut conserver les Plaines dans l'état actuel ». Cette démarche en dit long sur le peu d'empressement des édiles à respecter leur promesse.

Toutefois, en 1908, une loi fédérale crée la Commission des champs de bataille nationaux, chargée de préparer la célébration du troisième centenaire de la ville de Québec. La Commission a aussi le mandat de réaliser un parc national en prenant comme point de départ l'ancienne propriété des Ursulines qui vient de lui être cédée par la Ville de Québec.

L'approche des fêtes commémorant la fondation de Québec par Champlain, en 1608, rend les esprits nostalgiques. On insiste pour que l'importance historique du futur parc soit

prise en considération lors de l'élaboration d'un plan d'aménagement. Le site où sont tombés Montcalm et Wolfe invite à un respect quasi religieux. C'est en effet sur les hauteurs du cap Diamant que, le matin du 13 septembre 1759, se sont affrontées les armées française et anglaise, respectivement commandées par le marquis de Montcalm et James Wolfe. La nuit précédente, les Anglais avaient réussi, en surprenant un poste de garde français, à faire grimper sur les Plaines 4 800 soldats en suivant un sentier près de l'actuelle côte Gilmour. Montcalm, qui se trouvait à son quartier général de Beauport, ramena en vitesse 3 500 hommes. Il avait décidé d'affronter les Anglais sans attendre son lieutenant, Bougainville, qui arriverait de l'ouest et les prendrait à revers. Les Français attaquèrent vers 9 heures et demie: Wolfe trouva la mort, mais le combat tourna à l'avantage des Anglais. Une demi-heure plus tard, tout était terminé; les Français battirent en retraite et Montcalm fut, lui aussi, mortellement blessé. Le combat, qui ne dura qu'une quinzaine de minutes, eut lieu aux environs des avenues Cartier et De Salaberry.

En 1908, une grande partie de ce champ de bataille se trouve dans un secteur en voie de lotissement. La Commission du parc des champs de bataille nationaux doit donc se replier sur ce qu'il en reste, soit les terrains au sud de la Grande Allée. Toutefois, sa tâche ne se

limite pas à la mise en valeur du site de la bataille de 1759. La bataille de 1760, par laquelle le chevalier de Lévis a tenté de reconquérir Québec, fait également partie du projet; pour cette raison, la Commission aménagera l'avenue et le parc des Braves, dans le quartier Montcalm.

UNE VISION ROMANTIQUE DE LA NATURE

En 1909, Frederick G. Todd élabore les plans du parc qui couvrira, grosso modo, au sud de la Grande Allée, toute l'étendue de terrain comprise entre les fortifications et le collège Mérici; cependant, à cette date, la Commission n'est propriétaire que de l'ancienne propriété des Ursulines. La renommée de Todd comme architecte paysagiste est encore à faire. Il a quitté les États-Unis, son pays d'origine, en 1900 pour s'établir à Montréal. Il fut formé par Frederick L. Olmsted, le pionnier de la profession en Amérique du Nord, à qui nous devons le parc du Mont-Royal à Montréal et le célèbre Central Park au cœur de New York.

Le parc dessiné par Todd s'insère dans le courant des grands parcs aménagés dans les villes les plus importantes du Canada et des États-Unis. À New York, on reconnaît très tôt, soit en 1858, les bienfaits pour les citadins des espaces verts de grande superficie. Montréal emboîte le pas avec l'île Sainte-Hélène en 1870. Cette façon de ramener la campagne à la ville se veut un moyen d'adoucir le sort des populations urbaines, souvent forcées de vivre dans l'insalubrité et la promiscuité depuis la révolution industrielle. Même si ces problèmes ne se présentent pas avec autant d'acui-

té à Québec, l'idée du parc des Champs-de-Bataille est née de cette prise de conscience sociale.

Todd façonne les Plaines à la façon des jardins anglais: il privilégie les inégalités de terrain qu'il rehausse d'ailleurs par des plantations d'arbres et d'arbustes. La mode de ce type de jardin remonte au XVIII^e siècle à l'époque où l'Angleterre est fascinée par les paysages italiens reproduits par les grands peintres du XVI^e siècle. À l'inverse des jardins français, caractérisés par une disposition géométrique et un contrôle rigide de la croissance des plantes (le jardin Jeanne-d'Arc en est un exemple), le jardin anglais veut imiter la nature, la façonner jusqu'à atteindre une image idéalisée du paysage. Cette idéalisation traduit un esprit romantique qui cherche également à mettre en valeur des témoins de l'histoire, des ruines de toutes sortes.

Afin de doter le parc des Plaines de ce genre d'ornement, Todd suggère, sans succès, de raser la prison pour découvrir les vestiges de la redoute Wolfe construite par les Britanniques en 1760, juste après la Conquête.

L'AMÉNAGEMENT
DU PARC VOGUE
AU RYTHME
DES CRISES
POLITIQUES
ET ÉCONOMIQUES



28: Le laboratoire de l'Arsenal sur les Plaines regroupait des constructions de bois isolées les unes des autres par des buttes de terre qui servaient à amortir le choc des explosions qui s'y produisaient fréquemment. Ce complexe industriel employait surtout des femmes à qui on reconnaissait une patience et une minutie exemplaires. (Archives nationales du Canada, C 3390)

Les travaux débutent en 1912. Le parc est alors loin de ressembler au vaste jardin d'aujourd'hui. On en est encore aux premiers nivellements, terrassements et plantations. En outre, il s'y trouve plusieurs constructions, notamment le laboratoire de l'Arsenal. En 1884, les responsables de la cartoucherie de Québec, dans le parc de l'Artillerie, avaient décidé de déménager le laboratoire sur les Plaines. Le remplissage et l'assemblage des cartouches, opérations délicates en raison du danger d'explosion qu'elles représentent, se doivent en effet d'être effectués dans un endroit isolé (ill. 28). Le laboratoire, chargé au début de répondre aux besoins de l'armée canadienne nouvellement formée, augmente sa production au moment de la guerre des Boërs, en 1899, pour atteindre un sommet durant la Première Guerre mondiale (1914-1918). Faute de commandes, le laboratoire doit par la suite fermer ses portes à quelques reprises, jusqu'à son installation à Valcartier en 1938.

Une vingtaine d'années après l'implantation du laboratoire, une armurerie s'installe à son tour sur les hauteurs du cap, entre les deux tours Martello. Propriété de la compagnie Ross Rifle, elle se spécialise

dans la fabrication de fusils de guerre et de chasse ainsi que de baïonnettes et de munitions. Construite en 1902, cette manufacture sera démolie au début des années 1930. Durant la même décennie, soit en 1936, disparaît également l'observatoire astronomique qui servait à calculer et à fournir l'heure exacte aux navires et à donner la météo. Établi à la citadelle depuis 1852, l'observatoire avait été déménagé sur les Plaines en 1874, sur l'emplacement qu'occupe aujourd'hui la fontaine du Centenaire (ill. 29).

29: Vue des Plaines en 1932-1933, quelques années avant que l'observatoire astronomique soit démolí. La fonction récréative du parc en voie de réalisation attirait déjà de nombreux adeptes du ski. (Commission des champs de bataille nationaux)



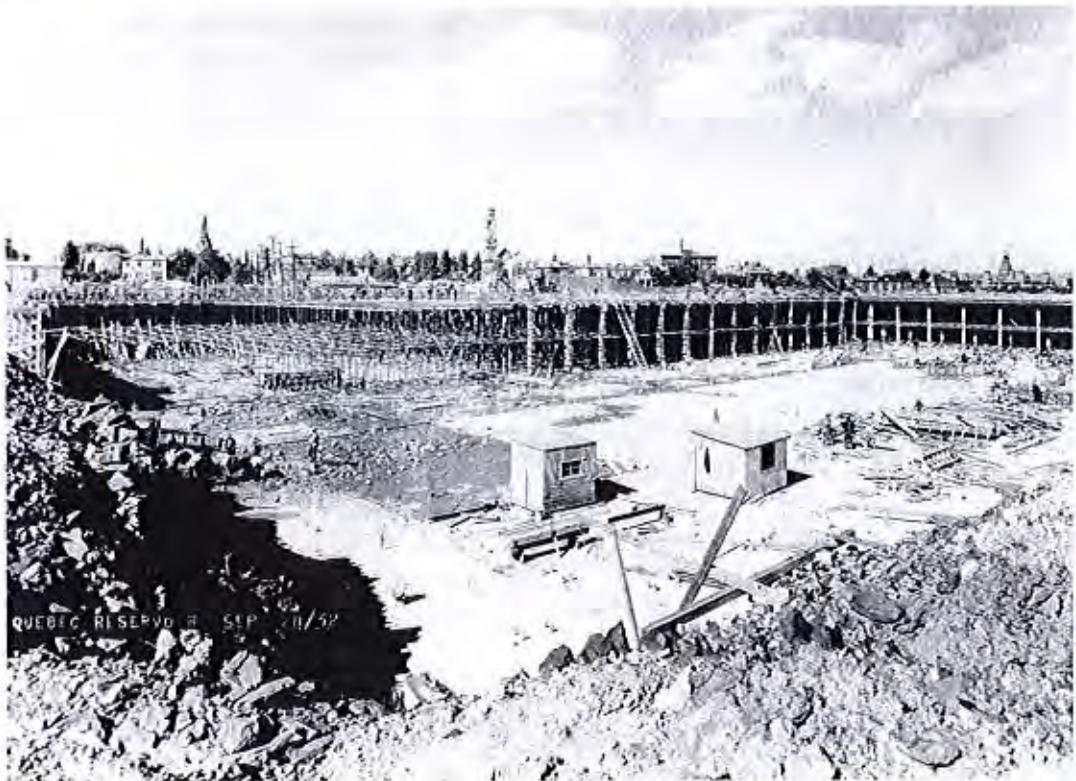
Pour ajouter aux difficultés de la Commission des champs de bataille nationaux, la Première Guerre mondiale entraîne le ralentissement et même, dans les années suivantes, la suspension des travaux d'aménagement. À tel point qu'en



1923, l'Association des marchands détaillants du Canada, qui voit dans ce parc national un attrait touristique d'importance, fait part de son mécontentement dans une lettre adressée au président de la Commission, sir Georges Garneau. Bien que la crise économique des années 1930 annonce d'autres années difficiles, l'aménagement va bon train entre 1927 et 1939. Car les gouvernements, désireux de combattre le chômage, préconisent la réalisation de projets d'envergure. À Québec, plus du tiers de la population active est sans emploi.

de Ville mais il a fallu attendre qu'un rapport du Comité de l'aqueduc, déposé en 1925, fasse le point sur cette question pour que les autorités agissent. Elles choisissent d'enfouir le réservoir dans le sol afin qu'il passe inaperçu. Il en aurait été tout autrement si, comme les ingénieurs le suggéraient, le réservoir avait pris la forme d'un lac artificiel pour ajouter un cachet supplémentaire au jardin. Bien que moins coûteux, ce projet a été abandonné vu la difficulté de contrôler la qualité de l'eau d'un réservoir à ciel ouvert. Une fois cette question réglée

30: Un réservoir souterrain du réseau de distribution d'eau de Québec occupe les Plaines au sud du monument Jeanne-D'Arc. Au moment où fut prise cette photographie, en 1932, on travaillait à ses fondations. (Archives de la Ville de Québec, WB. Edwards, 76)



La Crise va favoriser un autre projet: celui de la construction d'un réservoir d'eau sur les Plaines. En effet, les fréquents bris de tuyaux de distribution d'eau et la disette qui s'ensuit incitent la Ville à faire cette dépense. Déjà en 1855, ce projet avait été discuté à l'Hôtel

et le déménagement de l'armurerie Ross achevé, plus rien ne peut retarder la construction du réservoir qui débute en août 1931 (ill. 30). Ce chantier fit souvent parler de lui, notamment le 10 août 1932, date où un accident mortel s'y produisit.

La Seconde Guerre mondiale éclate en 1939. Encore une fois, les travaux de la Commission sont compromis. Au début du conflit, les militaires construisent sur les Cove Fields, le terrain situé derrière le manège militaire, une trentaine de baraquements destinés à loger des prisonniers de guerre. Ces bâtiments demeurent en place après le conflit à la demande du maire de Québec qui en loue vingt-deux pour abriter temporairement des familles sans logis. Québec se ressent cruellement de la conjoncture économique défavorable de l'après-guerre. Après avoir connu la plus forte augmentation d'emplois dans tout le Canada entre 1939 et 1945, la ville doit maintenant faire face à une population qui a crû pro-

portionnellement et qui se compose de nouveaux résidents ne désirant plus retourner chez eux une fois la paix revenue.

Chômage et crise du logement poussent les édiles à opter pour la solution des baraquements, au grand désespoir de la Commission qui vient de recevoir du gouvernement fédéral une somme appréciable pour terminer l'aménagement des Cove Fields. Baptisé « faubourg de la misère » par la population de Québec, ce petit village accueillait près d'un millier de personnes (ill. 31). Sept années s'écouleront avant que ces constructions ne soient jetées à terre. Au printemps de 1952, la Commission peut amorcer la dernière phase importante de son programme.

31: Derrière le manège militaire, d'anciens baraquements ont servi à loger des familles défavorisées entre 1945 et 1952; des classes et même une chapelle ont été aménagées dans ce village misérable. (Archives de la Ville de Québec, Photo moderne Enr., 14164)



À l'aube du XX^e siècle



Le dernier tiers du XIX^e siècle ouvre une ère de changements dont le point de départ est la reconversion de l'économie de la ville. Les manufactures remplacent les chantiers navals et d'importants travaux sont entrepris pour moderniser les installations portuaires. Sur le plan politique, la ville de Québec a acquis le statut de capitale provinciale en 1867. Ce nouveau rôle suscite une politique d'embellissement et de réaménagement au moment même où l'état militaire relâche son emprise sur la ville.

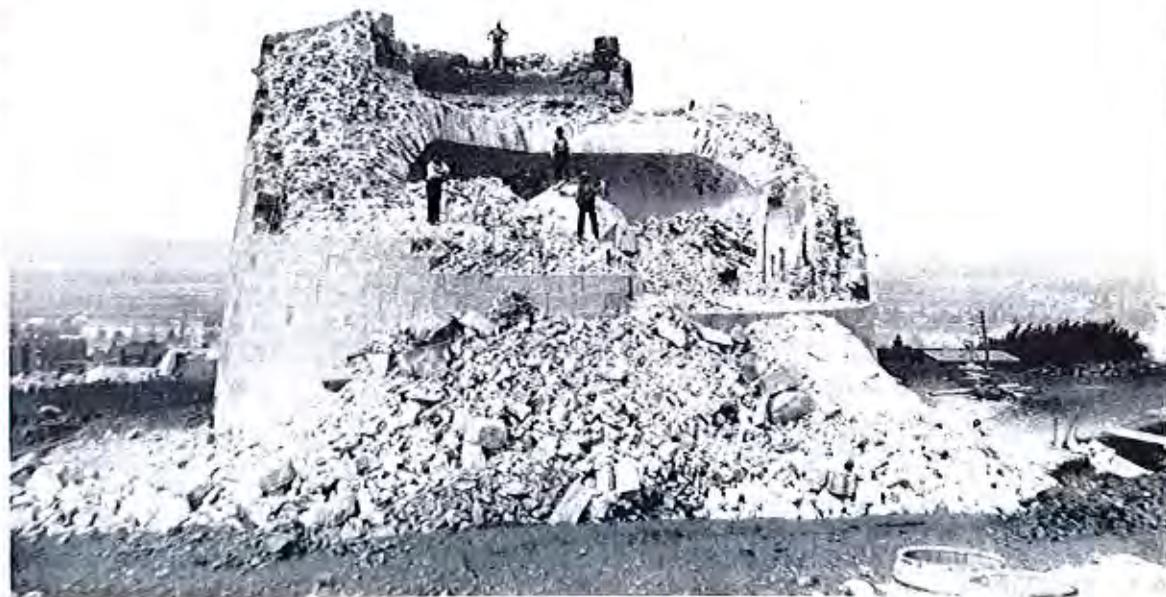
Dans les faubourgs de la Haute-Ville, le départ de la garnison en 1871 amorce le développement des terrains jusque-là immobilisés à des fins de défense. L'ouest des rues de Claire-Fontaine et Sutherland s'ouvrira à l'habitation; la réserve au sud de la Grande Allée sera réaménagée en parc public tandis que le glacis des fortifications est destiné à des fonctions sociales, culturelles ou institutionnelles.

LA ZONE DES TOURS MARTELLO

Cette zone non bâtie, à l'ouest des faubourgs Saint-Jean et Saint-Louis, procurait le dégagement nécessaire à l'établissement et au fonctionnement d'un élément du système de défense de la ville: les tours Martello. Construites par les Britanniques au début du XIX^e siècle, elles doivent leur nom à

une tour en pierres située au cap Mortella, en Corse, qui avait résisté à une attaque anglaise dans les années 1793-1794. Le concept d'un ouvrage circulaire en épaisse maçonnerie pour la défense des côtes s'est répandu par la suite en Angleterre (ill. 32).

32: Cette photographie de la destruction de la tour Martello n°3 en 1904 permet d'apprécier la structure de ce type d'ouvrage. La différence dans l'épaisseur des murs de maçonnerie s'explique par des raisons tactiques: le côté le plus épais et le plus résistant fait face à l'ennemi alors que le côté le plus mince, sur l'arrière, permet au défenseur d'abattre la tour plus facilement en cas de retraite forcée. (Archives nationales du Québec, E-29)





33: Cette photographie, prise en 1929, montre la rue Lavigne qui se fraie difficilement un passage devant la tour Martello n° 4 achevée en 1823. Longtemps réserve militaire, ce n'est qu'après 1890 que la zone à l'ouest de la rue Sutherland a pu s'ouvrir à l'habitation. (Archives de la Ville de Québec, fonds Thaddée-Lebel, 17700)

À Québec, après l'invasion américaine de 1775, les militaires décident d'établir une ligne de défense avancée dans la partie du cap la plus vulnérable à une attaque, soit les hauteurs d'Abraham. On y aligne donc quatre tours Martello qui se protègent mutuellement, depuis le sommet de la falaise qui domine le fleuve jusqu'au coteau Sainte-Geneviève. L'efficacité du système repose sur la présence d'une aire de dégagement, ou glacis, autour des tours et sur toute la ligne de défense. Le glacis sera maintenu jusqu'en 1889, année de l'expiration des baux emphytéotiques accordés aux autorités militaires par l'Hôtel-Dieu en 1790.

Puisque le glacis est devenu inutile, l'expansion urbaine peut se poursuivre jusqu'aux limites ouest du quartier. Dans le faubourg Saint-Jean, la fonction résidentielle prédomine et les rues se développent dans leur prolongement naturel jusqu'à l'avenue De Salaberry (ill. 33). Dans le faubourg Saint-Louis par contre, les religieuses de l'Hôtel-Dieu cèdent de larges parcelles de leur terre à des institutions comme l'hôpital Jeffery Hale,

l'église Saint-Coeur-de-Marie, l'église Saint-Patrick et le monastère des sœurs franciscaines. La trame urbaine y sera donc beaucoup plus lâche. En 1898, on inaugure la « rue » Saint-Cyrille, ouverte entre la rue de Claire-Fontaine et l'avenue De Salaberry. Vient ensuite le tour des rues Lockwell (ill. 34) et Maisonneuve et de l'avenue Turnbull en 1911, puis celui de l'avenue de la Tour en 1923.

34: La rue Lockwell, ouverte en 1911 à même les terrains de l'ancien glacis des tours Martello, présente un aspect bien différent de celui d'une rue de faubourg. Large et bordée de pelouses, son allure « moderne » tranche avec celle de la rue Saint-Gabriel qui la prolonge vers l'est mais dont le développement est plus ancien.



LE GLACIS DES FORTIFICATIONS



L'enceinte fortifiée a longtemps constitué une barrière entre la ville et ses faubourgs. L'annonce du retrait des troupes britanniques et l'abandon de la fonction militaire de la ville amènent la population à réclamer la démolition des por-

plus larges; la porte Kent remplace une poterne qui réunissait les rues Saint-Patrick et Dauphine; enfin, on pratique une ouverture, laissée béante cette fois, au nord de la porte Saint-Jean pour permettre à la rue Richelieu de rejoindre la rue McMahon (ill. 35).

35: En 1899 est bénite la première pierre du pensionnat Saint-Louis-de-Gonzague sur le site de l'ancien glacis. La photographie montre la rue Richelieu récemment prolongée à travers les fortifications. (Archives nationales du Québec, fonds soeurs de la Charité, N 774-69)

Le plan proposé par lord Dufferin prévoyait également l'établissement d'un marché public sur le glacis, à l'extérieur de la porte Saint-Jean, pour remplacer celui qui se trouvait devant la basilique. En 1875, le gouvernement fédéral, à qui les autorités militaires avaient remis leurs propriétés, accepte de céder à la Ville le site nécessaire à l'établissement du marché à l'endroit du « fossé militaire », là où se trouve aujourd'hui le Palais Montcalm. Les travaux de nivellement du terrain commencent aussitôt et les plans de la halle sont dressés par l'ingénieur de la Ville, Charles Baillaigé; l'architecte Paul Cousin dessine le plan de la façade. Le 5 mai 1877, la halle du marché Montcalm est inaugurée (ill. 36). Le journal *The Chronicle* la décrit en ces termes:



36: Cette vue d'ensemble du marché Montcalm, prise par Louis-Prudent Vallée vers 1885, permet d'apprécier l'importance stratégique de cette place publique située aux limites des faubourgs qui se profilent à droite. (Ministère des Affaires culturelles, Direction des biens culturels, 76.001.2)

tes et des remparts qui entravent la circulation et le progrès. Cependant, grâce à l'intervention en 1874 du gouverneur général, lord Dufferin, qui s'oppose à ce projet, la ville pourra se transformer sans porter atteinte aux fortifications. Dans cette optique, les portes Saint-Jean et Saint-Louis sont reconstruites, mais



37: La place D'Youville avait cet aspect en 1951, avant que l'édifice de la Banque de Montréal ne remplace l'hôtel Montcalm. (Archives de la Ville de Québec, Services de police de la Ville de Québec, 3089)

« La bâtisse de la halle présente un magnifique coup d'oeil. Elle est construite en pierre de taille, avec pierre à teinte plus légère autour des châssis et des portes. La bâtisse est à deux étages avec mansardes et de chaque côté est une aile d'un étage avec toit mansarde. »

Comme pour la halle Berthelot, l'étage de l'édifice est consacré aux activités socio-culturelles, éducatives et politiques. En 1930, le marché est désaffecté et, deux ans plus tard, on construit à sa place le Palais Montcalm, voué à la culture. Le site est aujourd'hui intégré à la place D'Youville (ill. 37).



LE FAUBOURG SAINT-LOUIS EN MUTATION

Les dernières décennies du XIX^e siècle voient apparaître les germes de la grande transformation que connaîtra le faubourg Saint-Louis au XX^e siècle et dont les effets se feront sentir jusqu'à nos jours.

Après le grand incendie de 1876, le Premier ministre de l'époque, Charles Boucher de Boucherville, propose l'acquisition d'un vaste espace devant la porte Saint-Louis, connu sous le nom de Garrison Cricket Field ou terrain de cricket de la garnison, pour la construc-

tion de l'hôtel du Parlement. Selon lui, la construction d'un édifice public de cette envergure offrirait une aide appréciable aux propriétaires des maisons incendiées en augmentant la valeur de leurs terrains et stimulerait une construction résidentielle de qualité. De fait, l'édification du parlement va remodeler le visage du faubourg Saint-Louis. L'annaliste des religieuses du Bon-Pasteur, à qui l'on doit un portrait du faubourg en 1850, le décrit ainsi vers 1890:



38: La construction du parlement sur le Cricket Field en 1876 est le point de départ d'une transformation qui affectera le faubourg au point d'entraîner, une centaine d'années plus tard, la disparition d'un grand nombre de maisons. (Carte postale, collection Borris Maltais)

« Aujourd'hui la physionomie du faubourg Saint-Louis a complètement changé. Rebâti à neuf depuis les incendies de 1861 et de 1876, il est devenu un des quartiers les plus fashionables de la ville. C'est là que se trouvent réunies les plus belles résidences de la capitale. Le superbe palais législatif, d'un style si pur, les domine de son quadrilatère imposant surmonté de ses tours élégantes et hardies.

La population du quartier s'est aussi singulièrement modifiée. On n'y voit guère plus de soldats ni de matelots [...]. Un grand nombre de résidences coquettement bâties sont occupées par des officiers du gouvernement attirés là par le voisinage du palais législatif. » (ill. 38)

Le mouvement de rénovation qui suit la construction du parlement atteint son point culminant avec l'aménagement de la Grande Allée qui devient, à la fin du siècle, un grand boulevard prestigieux. Déjà, en 1858, le maire Hector-Louis

Langevin rêvait d'élargir la Grande Allée « pour en faire un de nos boulevards futurs » raccordé à l'avenue De Salaberry qui conduirait à une belle place publique. Ce n'est qu'à partir de 1886 que la Grande Allée est élargie; elle est alors en état de « rivaliser avec les plus belles avenues de Toronto, et même quelques-unes de celles de Montréal », comme le souligne avec enthousiasme le journal *L'Électeur* le 24 octobre 1889. La Grande Allée devient une large voie rectiligne, plantée d'arbres et bordée de pelouses à l'exemple de celles de Paris. Outre le caractère innovateur de la rue elle-même, les luxueuses résidences qui la bordent et leurs illustres propriétaires sont également responsables du prestige de la rue. L'aménagement de la Grande Allée répond au principe qui prône l'introduction de la nature dans la ville et la pénétration de l'air pur et de la lumière dans les résidences, ce que la densité des vieilles rues de Québec ne permet pas (ill. 39).



39: La Grande Allée est élargie en 1886. La présence du parlement amène une population d'administrateurs et de fonctionnaires qui y font construire de luxueuses résidences rehaussant le prestige de l'artère. (Archives nationales du Québec, fonds Wurtele, C-1)



41: Cette vue de la rue de l'Artillerie, depuis la rue Saint-Augustin en direction ouest, montre l'aspect du faubourg Saint-Louis avant le prolongement du boulevard Saint-Cyrille. La rénovation des années 1960 a exigé la démolition de ses maisons et la restructuration de la trame urbaine. (Archives de la Ville de Québec, Service de police de la Ville de Québec, 2755)



La présence du parlement entraînera plus tard le regroupement des édifices nécessaires à l'organisation des services publics. Le premier noyau de la colline parlementaire est complété dans les années 1930 par l'ajout de quatre édifices. Le projet d'expansion du complexe administratif refait surface en 1941 alors qu'on prévoit la construction de deux nouveaux immeubles ainsi que le prolongement du boulevard Saint-Cyrille. Il faut toutefois attendre la Révolution tranquille des années 1960 pour que se concrétisent les projets de centralisation et d'expansion de la bureaucratie gouvernementale.

L'aménagement de la colline parlementaire dans les années 1960 soulève un certain nombre de problèmes dont le plus crucial est celui de son accessibilité; avec la concentration des services, ce sont 10 000 fonctionnaires de plus qui viendront fréquenter ce secteur de la ville. Le prolongement du boulevard Saint-Cyrille jusqu'à l'avenue Dufferin et la construction de l'autoroute Dufferin-Montmorency (ill. 40) vont remédier à la situation.

Les investissements publics contribuent à hausser la valeur des terrains et incitent les investisseurs privés à prendre part au développement du secteur: boutiques, bureaux et hôtels font leur apparition et diversifient les activités commerciales du quartier. Ces transformations ont bouleversé l'image traditionnelle du faubourg (ill. 41).

Au nord du boulevard Saint-Cyrille, cependant, on retrouve le caractère des faubourgs du XIX^e siècle: forte densité de l'habitation, rues étroites et surtout cet esprit d'appartenance qui caractérise les habitants, comme en témoigne l'effort de rénovation des dernières années.

40: C'est depuis l'autoroute Dufferin-Montmorency, construite à partir de 1971, que s'articulent les voies d'entrée et de sortie de la Haute-Ville. (Archives de la Ville de Québec, Service de police de la Ville de Québec, 991)

L'ARCHITECTURE DE SAINT-JEAN-BAPTISTE

Un coup d'oeil suffit pour saisir la double personnalité du quartier. Au nord du boulevard Saint-Cyrille, l'architecture, en majeure partie résidentielle, compose un paysage typique des développements urbains de la fin du XIX^e siècle; les maisons au décor simple, presque inexistant, sont blotties les unes contre les autres. Seule exception dans cette trame serrée et plutôt homogène, la rue Saint-Jean, bordée d'églises, de magasins et de résidences où le souci esthétique est plus remarquable.

Dévasté par trois incendies tragiques en 1845, 1876 et 1881, ce secteur du quartier a vu disparaître l'architecture de ses débuts. Cependant, au nord de la rue Saint-Jean, les îlots situés entre la côte Sainte-Geneviève et l'autoroute Dufferin-Montmorency, épargnés lors des deux derniers incendies, peuvent témoigner des formes et des gabarits qui ont modelé le faubourg après le sinistre de 1845.

Très différent, le secteur sud recèle une architecture publique et institutionnelle riche en symboles et en effets architecturaux: le manège militaire, le parlement et ses annexes, ainsi que l'ancien complexe de l'hôpital Jeffery Hale en sont très représentatifs. Côté résidentiel, l'architecture implantée au tout début du XX^e siècle profite d'une trame aérée où les espaces naturels sont omniprésents. La Grande Allée, premier exemple de ce type de lotissement, présente des résidences cossues aux façades ornementées et personnalisées. L'aménagement du parc des Champs-de-Bataille a ensuite donné le ton à ce secteur qui a toujours fait une large place à la verdure.

Après l'incendie de 1845

Après les incendies des faubourgs Saint-Roch, Saint-Jean et Saint-Louis en 1845, la Ville adopte une réglementation stricte en matière de construction résidentielle. Sanctionné en juillet 1845, le règlement « pour pourvoir à ce que les édifices soient construits de manière à diminuer les dangers du feu » entre immédiatement en vigueur. Dès lors, il est formellement interdit de bâtir des maisons en bois ou autres matériaux jugés combustibles; de plus, toutes les résidences contiguës doivent être munies de murs coupe-feu d'au moins 65 cm (deux pieds) de hauteur pour empêcher les flammes de se propager par les toits en cas d'incendie.

Qu'advient-il de ce règlement dans la pratique? Si l'on examine attentivement le secteur épargné par les incendies de 1876 et de 1881, il est évident que la loi a été transgressée dès les premières reconstructions. En effet, les rues Saint-Olivier et Lavigueur sont bordées de maisons de bois bâties en 1845, 1847 et 1848. Cela s'explique sans doute par le

fait que le faubourg Saint-Jean du milieu du XIX^e siècle est surtout peuplé d'ouvriers pour qui la pierre et la brique demeurent des matériaux inabordable. De plus, après l'incendie de 1845, le faubourg est un vaste chantier qu'il est difficile de surveiller dans ses moindres détails. Enfin, les autorités municipales accordent le droit « d'ériger des bâtisses temporaires, en bois et n'ayant qu'un seul étage, pour se mettre à l'abri »; cependant, le règlement stipule qu'elles devront être démolies avant le 1^{er} septembre 1847. Il est fort probable que plusieurs de ces « bâtisses temporaires » ont été converties en résidences permanentes.

À côté de ces maisons « hors-la-loi », apparaissent toutefois des résidences en pierres séparées de leurs voisines par des murs coupe-feu. De dimensions plus imposantes, elles témoignent de l'aisance de leurs propriétaires. Malgré leur gabarit différent, elles sont, comme les précédentes, bâties au ras du sol, directement sur l'alignement du trottoir.

641, RUE LAVIGUEUR

Le 22 juin 1846, le menuisier Flavien Fournier acquiert un petit terrain rue Richmond (aujourd'hui Lavigueur) sur lequel il s'engage à « terminer » une maison en construction. Le 17 mars suivant, la propriété est revendue à Louis Godfroy Chevrette, couvreur de son métier. Très étroite — elle mesure 5 m de largeur (16 pieds et demi) — cette petite maison en bois est tout à fait typique des constructions élevées dans les faubourgs Saint-Jean et Saint-Louis après l'incendie de 1845. Le recouvrement à clins et l'absence de murs coupe-feu en font une maison non réglementaire. Le

perron qui empiète sur le trottoir pose également un problème aux édiles qui cherchent à les faire disparaître puisqu'ils obstruent la voie publique. Sous bien des rapports, cette maison n'est pas conforme aux normes.





738-740,
RUE RICHELIEU

Comme la précédente, cette maison fait fi du règlement municipal. Habitée par le menuisier Antoine Martel à partir de 1848, ce jumelé a probablement été bâti, comme plusieurs résidences d'après 1845, par le propriétaire-occupant.

Une photographie prise en 1946 révèle le peu de changements qu'a subi cette cons-

truction depuis une quarantaine d'années. On note toutefois que la tôle à la canadienne de la toiture a disparu au profit d'un recouvrement à baguettes. La technique à la canadienne avait été mise au point par les artisans canadiens français au début du XVIII^e siècle en remplacement des toitures de bardeaux de bois jugées trop combustibles.

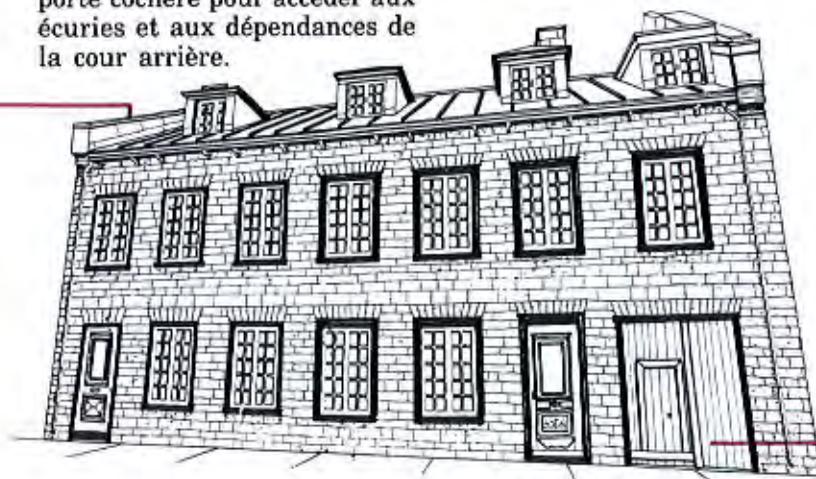
744-746,
RUE RICHELIEU

Cette maison est parfaitement conforme à la réglementation municipale de 1845: parement de pierres, murs coupe-feu et sobriété dans le décor de bois y sont à l'honneur. Toutes les conditions sont réunies pour réduire les risques de propagation du feu. Son allure générale rappelle les constructions traditionnelles élevées à l'intérieur des murs. Propriété du menuisier Jean-Baptiste Nadeau, cette maison à deux logements date de 1846, alors que la reconstruction battait son plein après l'incendie de l'année précédente. Comme dans bien des maisons du secteur, il a fallu y installer une porte cochère pour accéder aux écuries et aux dépendances de la cour arrière.



La rue Richelieu photographiée en 1946 par l'historien d'art Gérard Morisset. À gauche, la maison d'Antoine Martel et à droite, celle de Jean-Baptiste Nadeau. (Ministère des Affaires culturelles, Direction des biens culturels, FM 11460-A-6)

mur coupe-feu



porte cochère

Un mode d'habitation privilégié: la maison en terrasse

LA TERRASSE STADACONA

La recherche d'un milieu de vie sain en périphérie de la ville favorise l'implantation de résidences cossues sur la Grande Allée. Aux villas déjà installées au début du XIX^e siècle, s'ajoutent des maisons en terrasse: les terrasses Clapham (1832) et Stadacona (1847-1849) en sont les premiers exemples sur la Grande Allée. À partir de 1880, l'architecte québécois Joseph-Ferdinand Peachy fera de la Grande Allée un lieu de prédi-

La terrasse Stadacona compte six unités d'habitation, rehaussées par une légère avancée centrale coiffée d'un fronton triangulaire percé d'un oculus. Le fronton, hérité du style néo-classique, donne un caractère monumental à l'enfilade. Le parement de pierre de taille lisse, l'organisation rigoureuse et la sobriété de la façade caractérisent ce style qui fait fureur à cette époque. Comme il se doit, la terrasse Stadacona,



oculus
fronton

La terrasse Stadacona, 640-664, Grande Allée Est.

lection pour la construction de maisons en terrasse.

La maison en terrasse, popularisée par l'architecte britannique John Nash (1752-1835), est en fait une série de résidences unifamiliales mitoyennes construites par un seul promoteur. La répétition du même modèle engendre une certaine monumentalité que ne saurait créer une seule unité.

probablement édiflée par le constructeur George Blaiklock, s'élève à quelques mètres de la rue. Aujourd'hui occupé par des cafés-terrasses, cet espace libre était couvert de pelouse et d'arbustes. Ce jardin miniature n'était pas qu'un simple ornement pour la maison; il symbolisait la nature elle-même et ses effets bénéfiques sur le corps et l'esprit.

De nouvelles tendances

La fin de l'époque victorienne introduit de la variété dans le paysage architectural, caractérisé jusque-là par une conception classique du bâtiment. En effet, sous le règne de Victoria (1837-1901) en Angleterre, les architectes abandonnent graduellement les surfaces lisses et régulières et font preuve d'une audace qui s'affirmera encore davantage à partir de 1860. Ce courant architectural, qui atteint Québec dans les années 1880, apporte couleurs, textures et reliefs aux bâtiments. C'est l'époque où l'on s'inspire de divers styles du passé tels que le roman, le gothique, le renaissant et le baroque. Un terme résume ces emprunts au passé: les néo-styles.

À Québec, l'architecture résidentielle se laisse surtout influencer par la Renaissance française remise à la mode à Paris sous Napoléon III (1852-1870). L'agrandissement du Louvre en est le prototype et donne naissance au style Second Empire qui nous parvient dans les années 1870. Les maisons ne retiennent souvent de ce style que le toit mansardé. Utilisé jusqu'au début du XVIII^e siècle, ce type de toit fut abandonné car il présentait des risques de feu élevés à cause de sa lourde charpente de bois. Les nouvelles méthodes de construction et l'amélioration des systèmes de chauffage ont permis de le réintroduire à la fin du XIX^e siècle.

444-476,
RUE RICHELIEU

Les maisons mansardées sont très répandues dans le quartier entre 1870 et 1890; elles remplacent les maisons à pignons qui dominaient l'horizon de Québec depuis plus de 150 ans. Les propriétaires abandonnent volontiers les pignons car l'espace sous les combles est restreint et difficile à aménager. La mode des mansardes apporte une solution à ce problème, comme le souligne un journaliste de *L'Électeur* qui

explique que la mansarde « donne de bonnes chambres à coucher, des fenêtres largement ouvertes afin de laisser pénétrer l'air et le soleil, les grands médicaments de la nature » (24 octobre 1889). Le bien-être de la population est de plus en plus discuté en ces temps où les quartiers anciens comme Saint-Jean-Baptiste se densifient, où l'on construit en hauteur et où l'habitation unifamiliale cède le pas aux logements superposés.



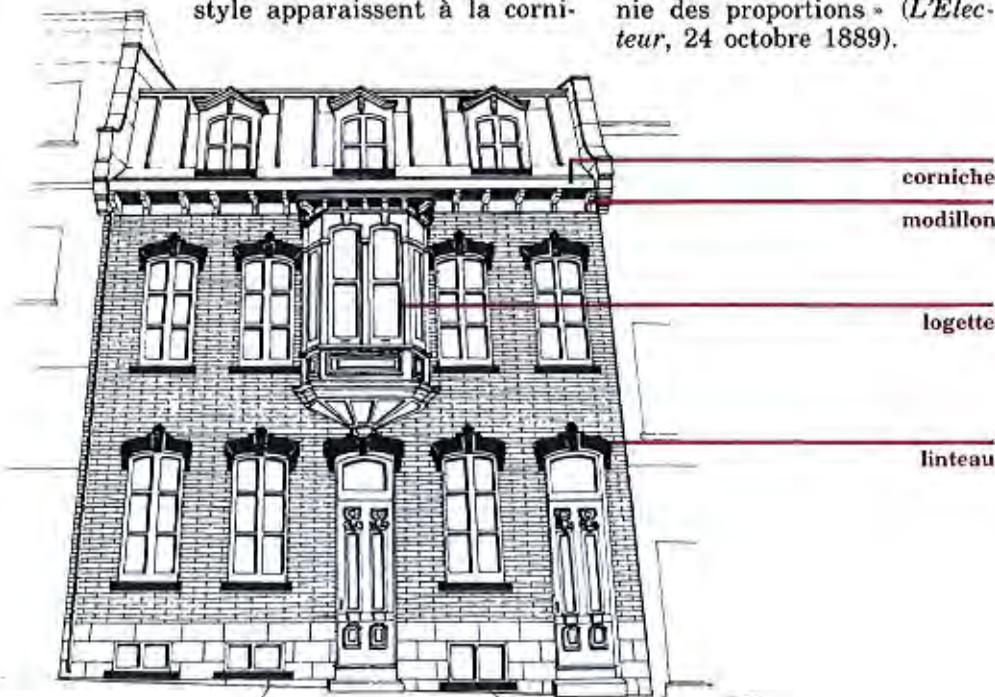
L'incendie du 8 juin 1881 qui, selon certains témoignages, a détruit environ 800 maisons, a favorisé l'implantation de la maison mansardée dans le quartier. Le feu se serait déclaré à l'intersection des rues Sainte-Marie et Saint-Olivier pour rapidement s'étendre à un large quadrilatère formé par le cap au nord, la côte Sainte-Geneviève à l'est, la rue Sutherland à l'ouest et les

rues Lockwell et Prévost au sud. Les 1 500 familles éprouvées par ce sinistre se résignent à rebâtir leurs logis en respectant davantage le règlement municipal qui les oblige à recouvrir les maisons de matériaux incombustibles. Ces bâtiments en briques de la rue Richelieu datent justement des lendemains de l'incendie de 1881 (peut-être ont-ils été construits en 1884-1885).

568-572,
 RUE SAINT-JEAN

Les immeubles de la rue Saint-Jean sont généralement plus ornés et plus élaborés que ceux des autres rues du quartier. L'importance de cette artère commerciale et la valeur plus élevée des terrains qui la bordent expliquent que les propriétaires, fiers d'y avoir pignon sur rue, aient consacré à leurs constructions des budgets plus élevés. Datant également des années 1880-1890, cette maison mansardée tranche avec celles de la rue Richelieu par sa façade relevée d'ornements qui rappelle davantage l'architecture Second Empire. Les qualités sculpturales de ce style apparaissent à la corni-

che ornée de modillons finement découpés, aux linteaux arqués et gravés de motifs décoratifs en leur centre, aux portes moulurées et surtout à la logette. Ce dernier ornement, propre au gothique tardif et à la Renaissance (XIV-XVI^e siècles), réapparaît à Québec au milieu du XIX^e siècle, dans les villas et cottages où l'on cherche à multiplier les points de vue sur la nature. Si toutes les constructions n'atteignent pas ce degré de raffinement, on verra toutefois, vers la fin du XIX^e siècle, « une amélioration notable quant à l'élégance et à l'harmonie des proportions » (*L'Électeur*, 24 octobre 1889).



12,
 BOULEVARD
 SAINT-CYRILLE EST

Il y a peu d'exemples de ce type de maison à Québec. Le plan en L, le pignon aigu en façade orné d'un fin ouvrage de menuiserie et l'oriel se combinent à la manière de l'architecture néo-gothique, version américaine. Très recherché

dans le nord des États-Unis entre les années 1840-1880, ce style fut popularisé par Andrew Jackson Downing grâce à la publication de plusieurs livres de modèles à succès. Il réservait toutefois cette forme de bâtiment au milieu rural où les terrains, plus grands, convenaient mieux au style qui s'accordait fort bien avec un aménagement paysager.

Cette maison du boulevard Saint-Cyrille fut probablement construite peu de temps après que les religieuses de l'Hôtel-Dieu eurent cédé le terrain à un arpenteur du nom de François-Xavier Fafard, en 1903; ce dernier s'engageait à y bâtir une maison d'au moins 4 000 \$. Celle-ci s'élevait, à l'époque de sa construction, à l'extrémité ouest de la « rue » Saint-Cyrille, ouverte jusqu'à l'avenue De Salaberry en 1899.

Des créations architecturales

De la toute fin du XIX^e siècle jusque vers 1920, de multiples courants esthétiques vont marquer la création architecturale. Délaissant souvent les modèles purement français, anglais ou italiens jugés trop « sages », les architectes s'engagent dorénavant sur une avenue encore inexplorée: celle de l'éclectisme. L'architecture éclectique repose sur une conception internationale et intemporelle de l'art de bâtir, c'est-à-dire qu'elle puise son inspiration un peu partout à travers le monde et les siècles. Cette attitude n'est pas nouvelle puisque les néo-styles de l'époque victorienne ont également exploité certaines modes étrangères. Ce qui est original dans l'éclectisme, et

révolutionnaire sur le plan esthétique, tient au fait que l'architecte a la liberté de réunir, dans un seul bâtiment, plusieurs éléments stylistiques provenant de pays, de continents ou d'époques différentes. L'Orient et l'Occident peuvent dès lors se côtoyer tout comme le Moyen Âge, la Renaissance ou le baroque. Les barrières du temps et de l'espace sont abolies, grâce surtout aux moyens de communication qui permettent aux idées et aux images de voyager plus vite et plus loin. Que de distance parcourue depuis la mode de l'architecture néo-classique aux règles strictes des années 1830-1860!

425,
 GRANDE ALLÉE EST

La Grande Allée connaît un succès remarquable depuis la construction du parlement. L'élite professionnelle et commerçante de Québec s'empresse d'y acquérir des lots pour y construire d'opulentes demeures. Plus on s'éloigne de la porte Saint-Louis, plus les terrains gagnent en étendue et plus les résidences sont distancées. Les maisons en terrasse n'ont plus la faveur populaire au tournant du XX^e siècle; d'ailleurs, comme l'explique Ulric Barthe dans *Le Soleil* du 2 juin 1899: « il n'y a plus de raison pour se parquer à l'étroit, aujourd'hui que l'électricité [...] abolit les distances ».

F. W. Smith partage cette nouvelle vision de la ville lorsqu'il se fait construire cette maison en 1899-1900, complètement

séparée de ses voisines et suffisamment éloignée de la rue pour permettre l'aménagement du terrain en façade. Smith opte aussi pour une architecture éclectique comme on en voit de plus en plus à l'époque. Une des influences stylistiques dominantes est le néo-colonialisme, reconnaissable au gâble du pignon et au portail à fronton de l'entrée, tous deux ornés de volutes. Le style Queen Anne laisse également son empreinte avec la tourelle et le pignon en façade. Il faut enfin parler de l'influence de l'architecte bostonien H.-H. Richardson (1838-1886) et de la lourde maçonnerie qui caractérise son oeuvre.

La maison est achetée en 1912 par l'épouse de Louis-Alexandre Taschereau qui fut Premier ministre du Québec de 1920 à 1936.



575,
 GRANDE ALLÉE EST

Sir William Price, le petit-fils du fondateur de la compagnie William Price and Son qui devient la Price Brothers en 1867, achète une villa nommée Bleak House en 1900. Datant déjà de près de 125 ans, la résidence est démolie pour faire place, l'année suivante, à une maison plus moderne. À la tête d'une importante compagnie forestière, et sur le point de se lancer dans l'industrie de la pâte à papier, Price se fait dessiner une somptueuse maison d'une valeur de 25 000 \$. L'influence néo-Tudor attire davantage l'attention à cause du pignon recouvert de stuc et découpé de pièces de bois ainsi que du porche sombre et profond agrémenté d'un arc typi-

que de ce style. Quant aux détails, les fenêtres à meneaux et à croisillons font également référence au style Tudor, qui emprunte à l'architecture anglaise de la fin du Moyen Âge. Toutefois, les nombreuses colonnes et la tourelle avec son toit conique ne relèvent pas de ce courant.

La famille Price reste propriétaire de la résidence jusqu'en 1937, malgré le décès accidentel de William Price en 1924. En 1945, le Club Renaissance acquiert la propriété qui sera témoin des beaux jours de l'Union nationale. Elle sera revendue en 1972.



croisillon

meneau

Un favori: l'immeuble à logements multiples

À l'aube du XX^e siècle, l'image architecturale du quartier se transforme. Les espaces libres étant de plus en plus restreints et presque inexistants sur le coteau Sainte-Geneviève, il faut densifier l'habitat. L'immeuble à logements multiples à trois étages se révèle une solution efficace et pratique. Ce type d'habitation communautaire a vu le jour à Paris vers 1850, puis s'est lentement propagé dans les centres urbains américains et canadiens à la fin du XIX^e siècle.

Ces constructions sont peu coûteuses et plus rentables pour les propriétaires. En effet, le logement locatif s'inscrit dans les transformations spec-

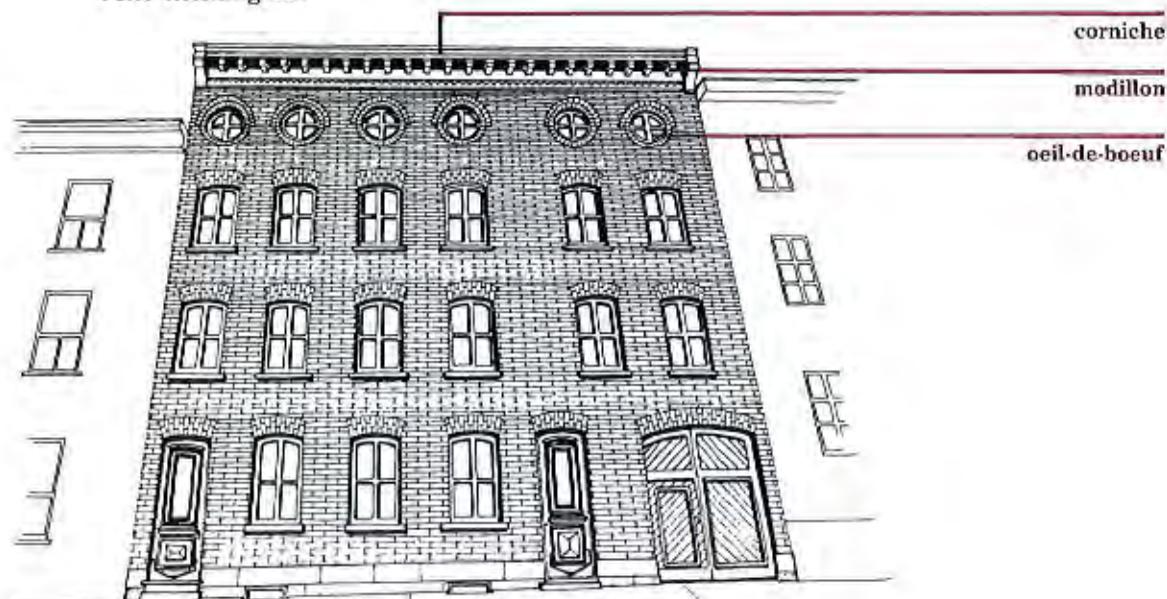
taclaires que connaît l'industrie du bâtiment à la suite de la révolution industrielle; les matériaux et les techniques sont standardisés et donnent de bons résultats à meilleur compte.

L'avènement de l'immeuble à logements multiples coïncide avec l'apparition du toit plat à égout central. Plus économique et facile à construire, ce type de toit permet l'évacuation des eaux de pluie par l'intérieur du bâtiment, ce qui élimine les dommages causés aux murs par le ruissellement. Très populaire, le toit plat éclipse rapidement toutes les autres formes de toiture, y compris la mansarde.

109-115,
RUE DE LA TOURELLE

En 1902, la communauté des dames religieuses de l'Hôtel-Dieu vend à l'entrepreneur-maçon Honoré Dorion un lot rue de la Tourelle sur lequel il doit bâtir une maison d'une valeur minimale de 1 000 \$. Le même jour, Dorion passe devant le notaire et revend au laitier Onésime Turgeon le terrain nouvellement acquis; les conditions de vente demeurent inchangées.

La maison de la rue de la Tourelle est caractéristique de ce secteur ancien du quartier. S'élevant en bordure de la rue, la façade est sobre, presque dépouillée. Seuls les yeux-de-boeuf du comble, la corniche à modillons et les arcs des portes et des fenêtres animent la façade.



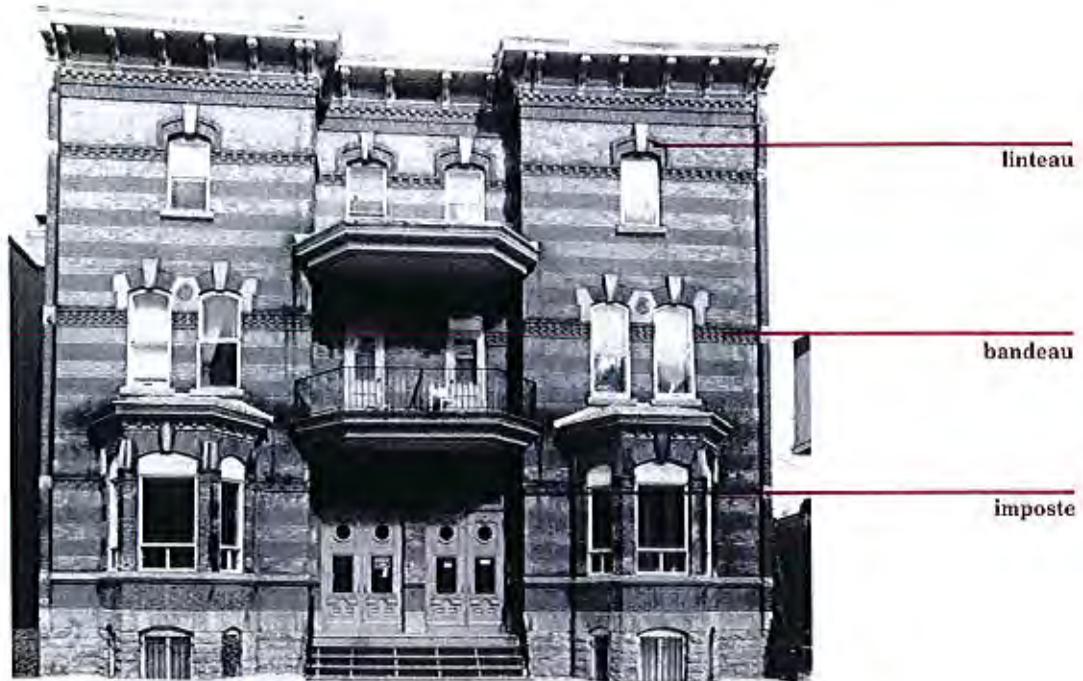
Puisque les habitations du secteur sont toutes mitoyennes, le constructeur a prévu un accès à la cour arrière en perçant une porte cochère; celle-ci est munie d'un portillon destiné

au passage des piétons. L'absence de ruelle dans la plupart des rues de Saint-Jean-Baptiste rend essentiel ce lien entre l'espace public et l'espace privé.

264-280,
 RUE SAINT-JEAN

Oeuvre de l'architecte J.-Georges Bussières, cet immeuble résidentiel, construit en 1897 pour le médecin Frédéric Boulanger, possède une façade remarquablement animée. Sur cette élévation, articulée par deux avancées entre lesquelles s'insèrent les balcons, les éléments décoratifs foisonnent: oriel, bandeaux de briques en

L'alternance des rangées de briques rouges et blanches attire l'attention. Cette juxtaposition de couleurs, si chère à l'époque victorienne, surprend sur un type de bâtiment né de l'esprit rationaliste du tournant du XX^e siècle. Peu coûteuse, la brique est ici utilisée à des fins décoratives originales. Grâce à des procédés



relief, linteaux ouvragés, corniches à modillons et portes à moulures surmontées d'impostes à vitraux. L'intérêt porté à l'ornementation n'est sans doute pas étranger au fait que la maison est construite sur une artère achalandée.

spéciaux de cuisson, il devient facile de lui donner des colorations diverses allant du jaune au rouge et même du rose au violet. Ce goût pour les jeux de couleurs ne semble pas apprécié par tous comme en fait foi un article paru dans *Le Soleil* du 23 mai 1900:

« Il serait bien important qu'un homme de goût, très entendu en architecture, eut la mission de diriger ceux qui ont des constructions à faire, afin d'empêcher un tas d'escargots de faire des maisons comme j'en ai remarquées à mon passage et qui ne se rapportent à aucun style architectural [...] et qui avec cela vous offrent d'affreuses bigarrures de brique rouge et blanche. »

Les logements en demi-sous-sol constituent une nouvelle façon de rentabiliser l'espace. Dégagée de terre, la cave, jusque-là utilisée pour le rangement, peut être aménagée à des fins résidentielles. Cet aspect n'est pas à dédaigner en cette époque de spéculation immobilière. L'obscurité si souvent inhérente à ces logements est amoindrie, dans cette maison, par les trois ouvertures des oriels.

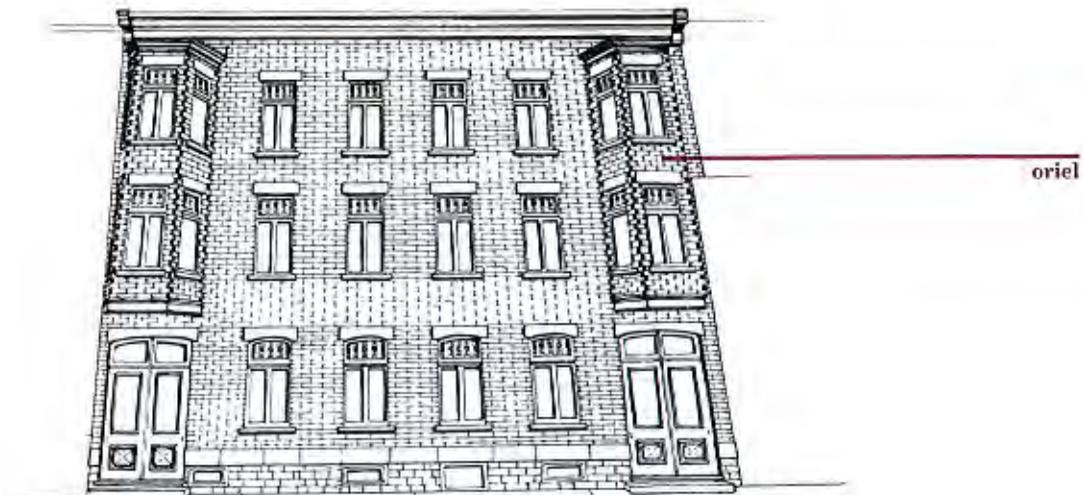


568-576,
 RUE D'AIGUILLON

Jusqu'en 1928, cette habitation offrait une image tout à fait différente de celle qu'elle présente aujourd'hui. Avant que les menuisiers et les briqueteurs n'y mettent la main, il s'agissait d'une simple maison d'un étage et demi. Acquise en 1919 par Lorenzo Déry, alors gérant de magasin, la propriété est complètement remodelée dix ans plus tard au coût de 5 000 \$. Le constructeur Charles Bédard est chargé de refaire « le comble » et d'ajouter un étage; le bâtiment est ensuite entièrement revêtu de briques brunes.

Les vitraux qui parent les impostes des fenêtres et les deux

oriels qui surplombent les portes enjolivent la façade tout en lui donnant un caractère distinctif. Les éléments en saillie sur les façades sont d'ailleurs sévèrement contrôlés par un règlement municipal adopté le 11 janvier 1918. À partir de cette date, les oriels doivent s'élever à 3 m (10 pieds) et plus du sol. Le règlement stipule que les constructions en encorbellement ne peuvent saillir de plus de 76 cm (30 pouces) et doivent, s'il y en a plusieurs, être éloignées d'au moins 9 m (30 pieds) l'une de l'autre. Avec ses 14 m (45 pieds) de front, l'immeuble de Lorenzo Déry respecte scrupuleusement le règlement municipal.



85-91,
 RUE CRÉMAZIE

Cet immeuble d'habitation de la rue Crémazie (anciennement Saint-Nazaire) est caractéristique de l'ilot Turnbull-Lockwell-Crémazie. Le long de ces rues ouvertes au tout début du siècle, les autorités municipales ont préconisé la construction de maisons en retrait. L'espace ainsi libéré se pare d'une pelouse, d'arbustes et d'arbres qui embellissent toute la rue. Le décor architectural des immeubles d'habitation de l'ilot est aussi plus ouvragé qu'ailleurs dans le quartier.

Le bâtiment, probablement construit en 1916 pour l'ingénieur Joseph-Alfred Bédard, est représentatif du type architectural privilégié dans le secteur. Une imposante corniche, de longues galeries à balustres chantournés et des aisseliers en constituent les principaux points d'intérêt. Un escalier extérieur grimpe jusqu'à l'étage, puis un escalier intérieur prend la relève jusqu'au niveau supérieur. En 1918, cette disposition deviendra obligatoire avec l'adoption du règlement de construction numéro 24B.



LE CLARIDGE

Au tournant du XX^e siècle, un nouveau mode d'habitation fait son apparition en Amérique du Nord: l'immeuble de rapport de prestige. S'inspirant de la vie que l'on mène dans les grands hôtels luxueux, on y offre des services communs aux locataires: épicerie, conciergerie, valet, cuisine, etc. Les appartements appartiennent à une classe sociale aisée que l'entretien d'une propriété privée rebute.

Dans Saint-Jean-Baptiste, ce courant est illustré par le Claridge et l'ancien Grande Allée Apartment House sur la Grande Allée. Les sites choisis pour la construction de ce type de bâtiments le sont en fonction d'une certaine qualité de vie et d'un certain « standing ». On les élève sur une artère prestigieuse, en bordure d'un parc ou d'un espace public agréable; à Québec, la Grande Allée est tout indiquée.



Le Claridge, 220, Grande Allée Est.

En 1928, les architectes Robitaille et Desmeules sont chargés par le notaire R. E. McKay de dresser les plans d'un immeuble résidentiel de dix étages qui sera construit entre les avenues de la Tour et Turnbull; ils disposent d'un budget de 700 000 \$. Les architectes adoptent le plan en H, alors très en vogue, qui assure une lumière suffisante dans tous les appartements. De plus, cette disposition spatiale permet de créer une entrée monumentale dans le creux du H, de sorte que la façade n'écrase

pas la rue de sa masse. Dans l'ensemble, l'immeuble réalisé par Robitaille et Desmeules est assez sobre. L'ornementation est concentrée aux points stratégiques, notamment l'entrée principale, l'étage supérieur et les oriels. Les bas-reliefs aux motifs stylisés et en aplat s'inscrivent dans le mouvement Art déco qui se manifeste en Amérique après l'exposition des Arts décoratifs tenue à Paris en 1925. Peu répandu au Canada, ce style connaîtra cependant une popularité considérable dans les grandes villes américaines.

Fondamentalement, les propriétaires d'immeubles de rapport cherchent à créer un climat de confiance et de sécurité chez les futurs locataires. Au Claridge, rien n'a été épargné pour satisfaire ces exigences. L'immeuble est pourvu d'ascenseurs pratiques et rapides et toute la structure du bâtiment est d'acier recouvert de terre cuite. Le risque d'incendie est réduit au maximum, et en cas d'alerte, le bâtiment peut être évacué en peu de temps.



L'influence du style Art déco transparait sur ce pilastre et ce chapiteau stylisés; ici, deux superbes oiseaux se délectent d'ananas, de cerises, de raisins et d'oranges.

Des rues verdoyantes

En bordure des plaines d'Abraham, dans le secteur sud-ouest du quartier, un ensemble de rues (Laurier, De Bernières, Galipeault, de la Tour) se distingue autant par son architecture que par son aménagement paysager. Les maisons unifamiliales isolées ou jumelées sont en retrait de la rue; tout

Entrepris dans les premières décennies du XX^e siècle, le lotissement de ce secteur fait l'objet d'une stricte réglementation. Il est formellement interdit d'y exploiter un commerce ou une industrie; seule la fonction résidentielle est permise. De plus, une valeur minimale de 5 000 \$ est impo-

L'avenue Laurier, au coin de l'avenue Galipeault.



autour, les propriétaires ont planté des arbres, des arbustes et des fleurs. De plus, ces avenues sont bordées d'arbres qui procurent une ombre bienfaisante. Ce développement tranche avec celui du coteau Sainte-Geneviève et s'apparente à celui du quartier Montcalm, situé à proximité. L'aménagement du parc des Champs-de-Bataille y a sans doute suscité un « urbanisme » en accord avec l'environnement, où le cadre bâti s'intègre au décor naturel.

sée pour la construction de chaque résidence, sauf rue De Bernières où cette valeur grimpe à 8 000 \$.

De telles conditions vont favoriser l'établissement d'une classe bien nantie. Évidemment, les futurs propriétaires auront recours aux services d'architectes réputés et expérimentés comme les Laberge, Auger, Robitaille et Desmeules.

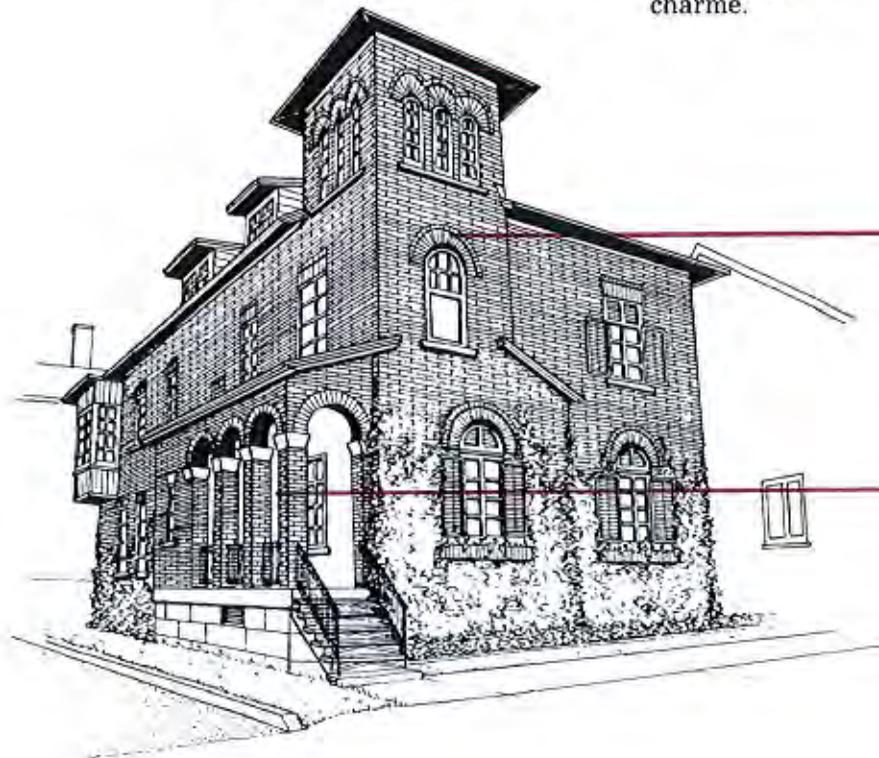
200,
 RUE DE BERNIÈRES

Dès le départ, la rue De Bernières jouit d'un traitement de faveur grâce à son emplacement privilégié le long des plaines d'Abraham. Le Séminaire de Québec, propriétaire des lots de part et d'autre de la rue, veut y voir « de bonnes et belles résidences ne déparant pas le cachet si pittoresque du Parc ». Un accord conclu en 1913 entre la Commission des champs de bataille et le Séminaire établit clairement que les résidences doivent atteindre la valeur de 8 000 \$. Le Séminaire se réserve le droit d'approuver ou de rejeter les plans et croquis.

La rue De Bernières attire les spéculateurs. Ainsi, en 1922, Évariste Rochette achète huit lots où il se propose de bâtir des habitations qu'il revendrait au prix fort. Il charge l'architecte Héliodore Laberge de lui soumettre des plans de maisons. Mais Rochette est in-

capable de réaliser son projet et il cède son avoir à Basile-Tancrède Gaudry, commis à l'hôtel de ville de Québec. Celui-ci réengage Laberge et construit huit maisons différentes de deux étages et demi, de 8 m (26 pieds) de façade, sur des terrains de 12 m sur 17 (40 pieds sur 56).

La résidence du 200, De Bernières a été construite sur un des lots initialement achetés par Rochette. Son allure néo-romane provient de l'utilisation des arcs en plein cintre soulignés par une brique de teinte contrastante. La tourelle d'angle percée de triplets de petites fenêtres ainsi que le porche fermé par une arcature sont aussi des références au Moyen Âge roman. À l'instar des résidences environnantes, cette demeure se pare d'un épais manteau de lierre grim pant durant la saison estivale, ce qui ajoute encore à son charme.



arc en plein cintre

porche

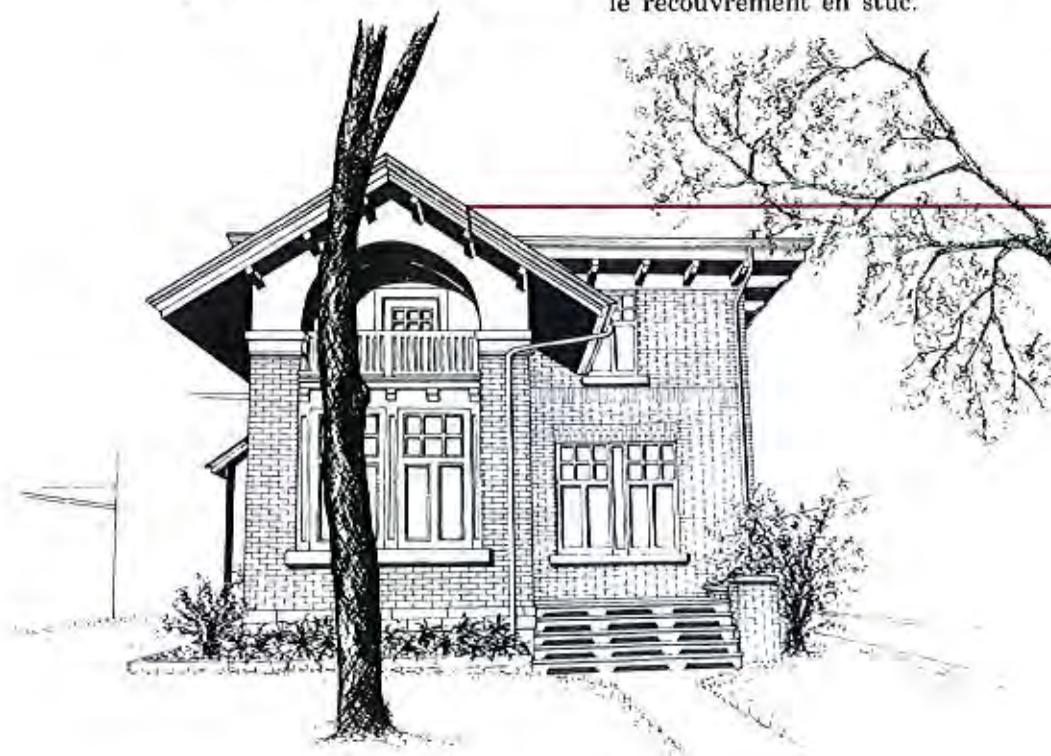
1050,
 AVENUE DE LA TOUR

Ouverte en 1923, l'avenue de la Tour tire probablement son nom de la proximité d'une tour Martello. En 1914, le terrain (lot 4381) sur lequel l'avenue sera tracée appartient au notaire montréalais Frank McKenna, qui obtient la permission de le subdiviser en plusieurs petits lots à bâtir. Son projet de lotissement ne satisfait pas cependant les exigences de la Ville et demeure lettre morte. En 1921, le nouveau propriétaire, Walter Roy, « entend faire de cette subdivision un des plus beaux quartiers résidentiels de la ville ».

L'année suivante, Narcisse Savoie y acquiert des lots sur lesquels il s'engage à construire une résidence unifamiliale au recouvrement de briques « conforme au plan général d'Habitation de la Province de Québec ». Sur un terrain de 15 m sur 23 (50 pieds sur 75), l'architecte lévisien Lorenzo Auger conçoit une demeure de 8,5 m sur 11 (28 pieds sur 36) dont la valeur atteint 7 500 \$. Le parti architectural retenu prouve qu'Auger a des con-

naissances étendues de l'architecture contemporaine et qu'il est à l'affût des nouveautés. En effet, la maison Savoie porte les principaux traits de l'architecture résidentielle popularisée en Californie par la firme Greene and Greene dans les premières décennies du XX^e siècle. Aux États-Unis, ce type de maison compacte, élevée en périphérie des centres urbains à forte densité, porte le nom de bungalow, mot anglais tiré de l'hindou *bangla* qui signifie appartenir au Bengale. Le bungalow américain représente une manière de vivre nouvelle, où calme, verdure et intimité sont synonymes de bien-être et de bonheur. Profitant d'une publicité intensive dans les revues d'architecture et les magazines spécialisés, le bungalow ne tarde pas à devenir le symbole d'un idéal.

Du bungalow californien, Auger retient le volume compact, l'absence de frontalité, le porche chapeauté d'une toiture basse et débordante, les panes de la charpente exposées et le recouvrement en stuc.



panne

**335-355,
AVENUE LAURIER**

En 1928, avenue Laurier, sur un terrain de 91 m sur 43 (300 pieds sur 140), l'entrepreneur Amédée Demers bâtit trois groupes de trois résidences unifamiliales mitoyennes au coût de 72 000 \$. Chaque

public — ils ont notamment construit le cinéma Cartier, l'hôtel Victoria et la crèche Saint-Vincent-de-Paul — en réalisent les plans et devis.

Ces résidences du 335-355, avenue Laurier forment un en-

fronton
entablement



groupe de maisons en terrasse occupe 27 m (88 pieds) de façade sur l'avenue dont le lotissement, amorcé au début du XX^e siècle, s'accélère dans les années 1920. Les architectes Lacroix et Drouin, mieux connus pour leurs réalisations dans les domaines commercial et

semble homogène dans le style néo-colonial américain, très en vogue en Nouvelle-Angleterre à partir de 1880. Le portique d'inspiration georgienne — colonnes, entablement et fronton — ainsi que les fenêtres à petits carreaux relèvent de ce style.

Le parlement: une architecture remarquable

S'il est une institution qui a connu des pérégrinations, c'est bien l'Assemblée nationale, autrefois connue sous le nom d'Assemblée législative. En effet, nos parlementaires ont été maintes fois déplacés à l'intérieur de la vieille ville. Tour à tour, le palais épiscopal, le bureau de poste, le couvent des soeurs de la Charité, l'académie de musique et le palais de

Les autorités reçoivent un grand nombre de projets de la part d'architectes de renom dont Charles Baillairgé (1826-1906) et François-Xavier Berlinguet (1830-1916). Mais c'est Eugène-Étienne Taché (1836-1912), alors ingénieur et arpenteur au ministère des Travaux publics, qui est choisi pour préparer les plans de l'hôtel du Parlement. Associé à



Le parlement de Québec vers 1920, une fois l'aménagement paysager terminé. Au centre de la façade principale, une rampe au galbe élégant mène à la célèbre *Famille amérindienne* sculptée par Louis-Philippe Hébert. (Archives de la Ville de Québec, 8236)

justice ont fait office de parlement. Et, il s'en est fallu de peu pour que le parlement soit élevé sur le site de l'actuel hôtel de ville. Mais, en juin 1876, le lieutenant-gouverneur suggère d'acquérir le Cricket Field laissé vacant par le départ de la garnison britannique en 1871. En juillet de la même année, l'emplacement est acheté du gouvernement fédéral pour la somme de 15 000 \$.

Jean-Baptiste Derome et Pierre Gauvreau, Taché s'engage dans ce vaste projet qualifié avec raison de « chantier du siècle ». L'entreprise de plus d'un million de dollars durera près de dix ans et mobilisera plus de 400 ouvriers et artisans.

Les coûts prohibitifs incitent le ministère des Travaux publics à partager la construction en deux étapes. Entre 1877 et

1880, les trois ailes réservées aux ministères sont édifiées. Le corps principal, où se trouvent les services de la Législature, vient s'y greffer entre 1883 et 1886. Les années subséquentes seront consacrées au terrassement, à l'aménagement paysager et au programme iconographique des sculptures.

Le voyage qu'a effectué Eugène-Étienne Taché en Italie et en France en 1867 n'est sans doute pas étranger au parti stylistique qui le guide; il opte en effet pour le style Second Em-

bientôt en Angleterre, aux États-Unis et au Canada.

Tout comme le Louvre, l'hôtel du Parlement s'inscrit autour d'une cour carrée dans la plus pure tradition française. Taché ne fait que reproduire une forme de construction implantée en Nouvelle-France depuis les débuts; le couvent des Ursulines, l'Hôpital-Général, l'Hôtel-Dieu, le Séminaire et le collège des Jésuites reposaient sur cette organisation spatiale séculaire.

Érigées avec la pierre grise de

Le plan carré et la cour intérieure du parlement sont facilement perceptibles sur cette photographie aérienne. Au fil des ans, sont venus s'y greffer divers bâtiments dont deux sont reliés par des passerelles. (Archives de la Ville de Québec, Service de police de la Ville de Québec, 8640)



1. Édifice Honoré-Mercier, 1922-1924 (Tanguay et Chênevert)
2. Édifice Pamphile-Lemay, 1910-1916 (Tanguay et Marchand)
3. Le parlement, 1877-1886 (Taché)
4. Édifice E, 1931-1932 (Auger, Beaulé et Morissette)
5. Édifice André-Laurendeau, 1934-1937 (Lacroix, Drouin et Bergeron)

pire dont le plus célèbre exemple demeure l'agrandissement du Louvre (1852-1857) par Visconti et Lefuel. À l'époque, tous les yeux sont rivés sur Paris, capitale de l'Occident. Le nouveau Louvre suscite un vif intérêt qui se répercute

Deschambault, les façades du parlement illustrent bien que l'architecte québécois maîtrise le style Second Empire. Les avancées centrale et latérales, le décor sculptural omniprésent, les toitures brisées, la



forte tendance à l'horizontalité s'inscrivent dans ce mouvement. Cependant, les contraintes budgétaires et la rigueur du climat de Québec obligent Taché à simplifier l'ornementation extérieure. S'il est moins saillant que ne le préconise le style Second Empire, le décor sculpté du parlement de Québec présente toutefois des statues en ronde-bosse disposées sur des socles et dans des niches. Haute de 52 m (172 pieds), la tour centrale attire le regard et brise l'horizontalité de la façade. Taché y fait sculpter les trois mots qui deviendront la devise du Québec: « Je me souviens ».

L'hôtel du Parlement va exercer une grande influence sur l'architecture de Québec. Le projet de Taché, avec son style Second Empire, constituait une nouveauté et c'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles il a été retenu. Le ministère des Travaux publics avait d'ailleurs jugé prudent de réaliser d'abord un modèle réduit en bois. Mais, une fois l'édifice terminé, le style Second Empire allait se répandre comme une traînée de poudre dans tous les domaines: résidentiel, commercial ou institutionnel.

Immédiatement après la Première Guerre mondiale, le gouvernement de Lomer Gouin

veut concentrer les services administratifs autour du parlement. Dès lors, l'idée de la « colline parlementaire » commence à faire son chemin. Entre 1919 et 1937, diverses firmes d'architectes seront chargées de concevoir des immeubles de bureaux. Ces nouvelles constructions porteront la marque du style Beaux-Arts tel qu'on l'enseigne au tournant du siècle à Paris. La composition rigoureuse et grandiose, le recours à une ornementation classique, la présence d'une entrée monumentale et la variété dans le traitement de la pierre de taille en sont les caractéristiques. Malgré ses dehors classiques, l'architecture Beaux-Arts n'hésite pas à utiliser des matériaux contemporains tels que l'acier et le béton pour la structure interne. Au Québec, comme aux États-Unis, l'influence du courant Beaux-Arts marquera particulièrement l'architecture des bâtiments publics des années 1910 à 1940.

Au cours de cette dernière étape de construction, le gouvernement avait envisagé de doubler la superficie du parlement en prolongeant la façade actuelle vers le nord. Ce projet, de la firme Robitaille et Robitaille, est demeuré dans les cartons.

Le manège militaire

Établi sur une partie du vaste terrain connu autrefois sous le nom de Cove Fields, le manège militaire n'a pas servi uniquement à l'exercice des troupes puisque, de 1887 à 1894, s'y est tenue régulièrement l'Exposition provinciale. On constata, cependant, que la présence d'animaux et de denrées périssables n'était pas souhaitable dans un endroit aussi urbanisé: le site du quartier Limoilou fut alors retenu. Au surplus, la Ville de Québec et le gouvernement provincial qui avaient défrayé près de la

un vaste bâtiment en pierres de Beauport et de Deschambault qui s'étire sur 105 m (345 pieds). Le projet prévoit deux ailes supplémentaires de 24 m (80 pieds) qui doivent s'y ajouter au cours des années 1890; la façade serait ainsi portée à 154 m (505 pieds). Cet agrandissement, retardé jusqu'en 1913, soit un an après le décès de Taché, ne sera finalement réalisé que du côté est.

Selon la revue spécialisée *The Canadian Architect and Builder* d'avril 1898, l'oeuvre de

crête faitière

lucarne pendante

fausse meurtrière



Le manège militaire (805, Grande Allée Est) vers 1930, après l'ajout du pavillon ouest. Quoique l'appareil de pierre bosselée soit plus gros, cette nouvelle annexe s'intègre bien au premier corps de bâtiment construit entre 1884 et 1887. (Archives de la Ville de Québec, fonds Thaddée-Lebel, 17742)

moitié des coûts du manège, soit respectivement 30 000 \$ et 66 722 \$, jugeaient qu'il devenait de plus en plus difficile de concilier l'horaire des militaires et celui des commerçants.

Le manège militaire, construit entre 1884 et 1887, remplace l'ancien manège en bois qui datait de 1863-1864 et dont la structure a été conservée jusqu'à la fin des années 1920. Eugène-Étienne Taché (1836-1912), dont la réputation ne cesse de croître depuis la réalisation du parlement, dessine

Taché s'inscrit dans le « Early French Renaissance Style ». Aujourd'hui, l'histoire de l'architecture préfère parler du style château en raison de ses emprunts aux châteaux français construits sous le règne de François 1^{er} (1515-1547). À Québec, le concepteur du manège fait figure de pionnier dans la diffusion de ce style, qui connaîtra son heure de gloire avec la construction du Château Frontenac (1892) et des hôtels du Pacifique Cana-

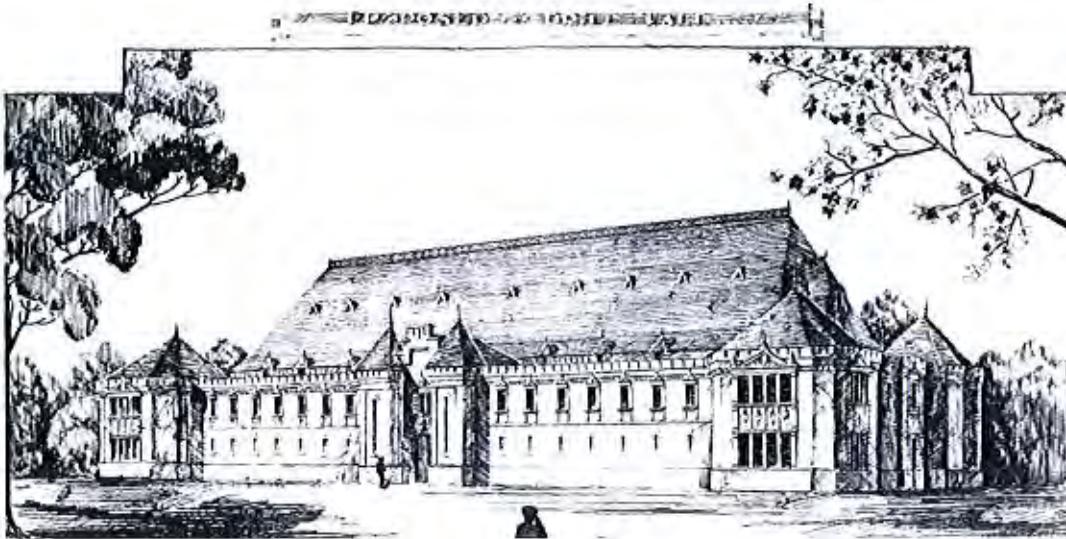
dien un peu partout au Canada. Avec sa silhouette massive, sa toiture aiguë revêtue de cuivre, ses lucarnes pendantes, ses hautes cheminées, ses deux tourelles en éteignoir et sa crête faitière, le manège militaire arbore plusieurs caractéristiques du style château. De plus, Taché lui donne l'aspect d'un château médiéval en introduisant des fausses meurtrières tout le long de la façade.

En 1938, les architectes Robitaille et Desmeules sont chargés de dessiner, pour le compte du gouvernement fédéral, un laboratoire qui reprend, quoique de façon plus épurée, les lignes du manège militaire. Peu auparavant, vers 1934, le ministère des Travaux publics d'Ottawa, alors en pleine campagne de construction pour réduire le chômage, avait projeté d'élever un nouveau manège militaire, jugeant celui de la



Grande Allée trop exigü. Les élus, voulant favoriser la Basse-Ville, fixent leur choix sur un emplacement au parc Victoria. Toutefois, le projet est contesté par l'opposition qui y voit une dépense inutile. L'idée d'un second manège militaire est alors abandonnée.

Ministère de la Défense nationale, Grande Allée Est.



En 1934, le ministère des Travaux publics d'Ottawa propose d'implanter au parc Victoria un second manège militaire pour loger la 15^e brigade d'infanterie. (Archives de l'Université Laval, fonds Raoul Chênevert, dossier no 863)

Une grande variété d'églises

L'ÉGLISE ST. MATTHEW

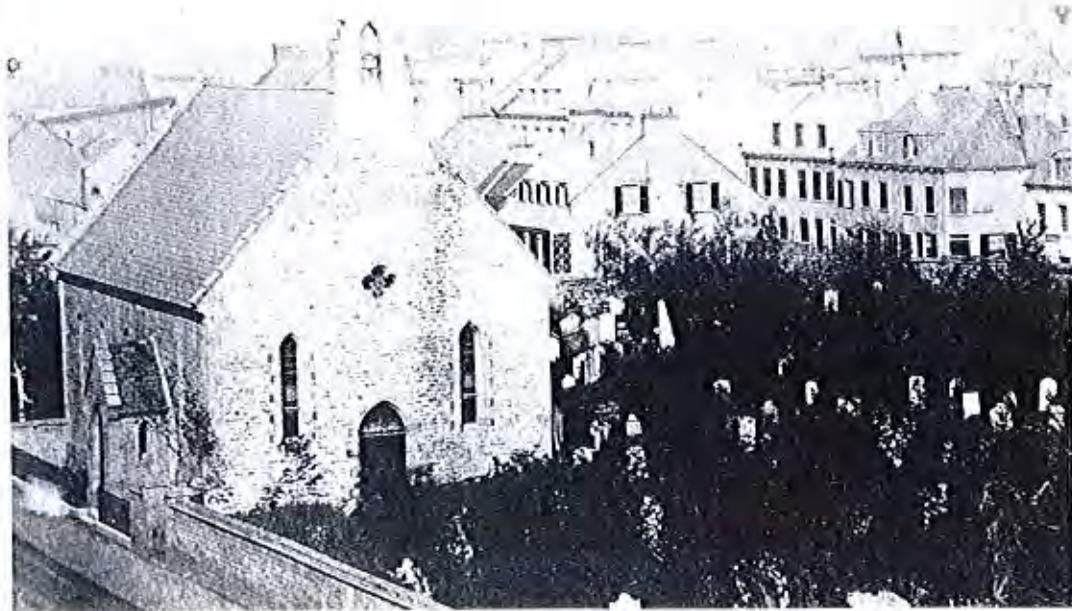
À partir de 1822, la communauté protestante du faubourg Saint-Jean célèbre ses offices dominicaux dans la maison en bois du fossoyeur du cimetière St. Matthew, alors appelé Quebec Protestant Burying Ground. Ouvert en 1772, ce cimetière occupe le terrain cédé par les héritiers de Denys de Saint-Simon. Auparavant, les protestants de Québec étaient inhumés au cimetière de la porte Saint-Louis, dans la gorge du bastion.

Détruite lors du grand incendie de 1845, la maison du fossoyeur est rapidement remplacée par une construction spécifiquement religieuse. Inaugurée le 29 avril 1849 par l'évêque protestant A. W. Mountain, cette chapelle, oeuvre de l'architecte John Cliff, se révèle bientôt trop petite pour convenir aux besoins d'une communauté sans cesse croissante. En 1870, s'amorce une suite de transformations et d'agrandissements qui conduiront à l'église actuelle. D'abord, au coût de 11 000 \$, on l'agrandit du côté est en lui

ajoutant un transept et un chœur terminé par une abside à cinq pans; puis, en 1875, on élargit la nef initiale. Enfin, en 1882, la tour et sa flèche sont élevées et complètent le bâtiment. Toutes ces modifications, conçues par l'architecte montréalais William Tutin Thomas, sont réalisées par Harry Staveley, architecte de Québec.

L'édifice qui en résulte s'inscrit dans le courant néogothique d'où sont également issues les églises Chalmers (1850) et Wesley (1848-1850) dans le Vieux-Québec. Les arcs en ogive et l'effet de verticalité créé par l'élancement du clocher sont des attributs de ce style. Le jeu des textures, né de la juxtaposition des pierres lisses et bosselées, ainsi que la polychromie de la toiture, recouverte d'ardoises à l'origine, participent du « High Victorian Gothic ». Après la construction du parlement d'Ottawa, en 1867, cette interprétation anglaise du style gothique va se répandre rapidement dans tout le pays.

Élevée en 1848-1849, cette chapelle constitue le noyau initial de l'église St. Matthew, rue Saint-Jean. Construite en maçonnerie brute, on la voit au milieu des pierres tombales du cimetière. Derrière, se profilent les maisons de la rue Saint-Joachim et, plus loin, celles du faubourg Saint-Louis. (Ministère des Affaires culturelles, Direction des biens culturels, 78.831.12 (35))



Cette gravure réalisée entre 1882 et 1900 montre l'église telle que conçue par William Tutin Thomas. En 1899-1900, l'abside à cinq pans sera remplacée par un chevet plat par l'architecte montréalais Arthur A. Cox. Plus tard, la superbe toiture d'ardoise polychrome cédera la place à une toiture en tôle à baguettes. (Archives nationales du Québec, fonds Livernois, N-78-6-35)



En 1890, le style et les proportions de l'église St. Matthew ne semblent pas charmer l'oeil de l'abbé Louis Beaudet, comme l'atteste cet extrait du livre qu'il consacre à Québec:

« L'édifice tel qu'il est aujourd'hui, s'il n'est pas un chef-d'oeuvre, ni un modèle, comme nous le représente certaine description, brille néanmoins par sa propreté sinon par son élégance. Il n'a rien de comparable aux cathédrales gothiques du moyen-âge, ni même aux monuments dont la ville est ornée [...] Bâti en style ogival de différentes époques, ce qui n'est pas un mérite, les murs sont bas et le toit élevé. »

L'intérieur, qui peut accueillir 800 personnes, est éclairé par des vitraux aux couleurs éclatantes; oeuvres de l'artiste londonien Butterbuch, ils représentent des personnages bibliques et des témoins de l'histoire de l'église St. Matthew. Convertie en bibliothèque municipale en 1980, l'église a subi une rénovation complète. Le cimetière, inutilisé depuis 1860, a également fait l'objet d'un aménagement paysager en 1985. Cet ensemble religieux protestant constitue un fleuron du patrimoine de Québec.



Prise vers 1858, cette photographie de S. McLaughlin montre, à l'avant-plan, l'alignement de la rue Saint-Jean qui surplombe la vallée de la rivière Saint-Charles. Cette vue est l'une des rares à montrer la façade de la première église Saint-Jean-Baptiste. (Archives nationales du Canada, PA-118083)

L'ÉGLISE SAINT-JEAN- BAPTISTE

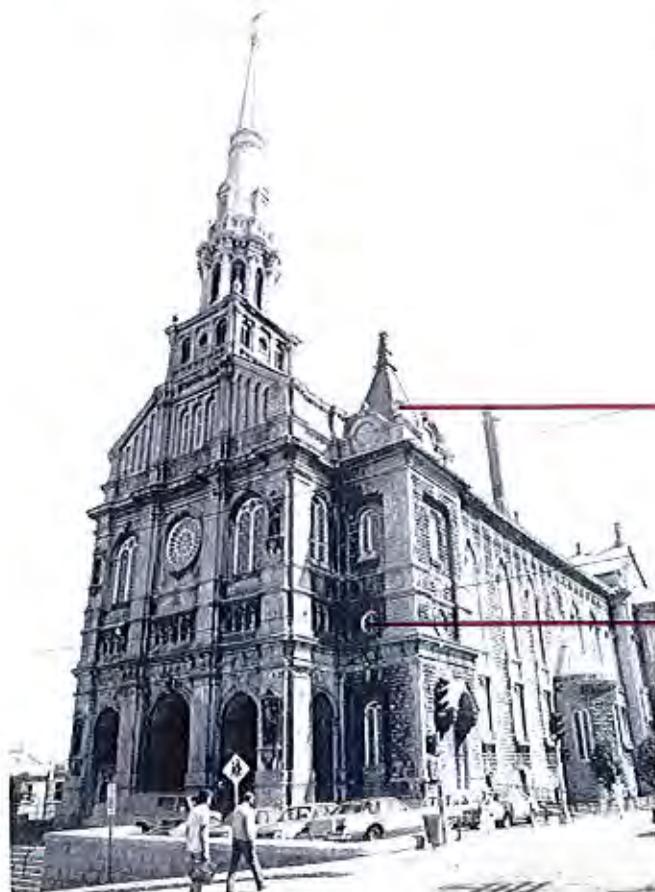
Après l'incendie dévastateur du 8 juin 1881, les citoyens du faubourg considèrent avec désolation les murs calcinés et les ruines fumantes de leur église. Malgré leurs supplications: « Notre église! Que Dieu laisse brûler nos maisons et qu'Il sauve notre église! », l'irréparable s'est produit.

Ce premier temple, bâti à partir de 1847, ils le devaient à l'architecte Charles Baillairgé (1826-1906) dont la carrière était à ses débuts. Ne perdant pas courage, la population et les marguilliers se remettent à

la tâche, et la nouvelle église, bénite le 27 juillet 1884 en présence d'une foule considérable et impatiente, est terminée en 1886. Par souci d'économie, on conserve les fondations anciennes en ajoutant toutefois un porche, des ronds-points et un chœur qui portent les dimensions du nouveau bâtiment à 74 m sur 26,5 (244 pieds sur 87). Tour à tour, chacun s'évertue à l'étiqueter sur le plan stylistique: l'un qualifie son architecture de « pur caprice » dans le « genre roman » et un autre lui trouve un petit air « style Renaissance ». Les deux sont proches de la vérité. En fait, l'église Saint-Jean Baptiste réunit les deux styles et s'inscrit ainsi dans le courant éclectique qui connaît un rayonnement grandissant dans le dernier quart du XIX^e siècle.

L'auteur, l'architecte Joseph-Ferdinand Peachy, met l'accent sur la compartimentation

L'église Saint-Jean-Baptiste, angle des rues Saint-Jean et Deligny.



acrotère

rosette

des surfaces, la lourdeur des façades accentuée par la pierre bosselée et l'ornementation (statues, niches, rosettes, acrotères) de l'église. La gracilité du clocher, par ailleurs, surprend dans une construction aussi massive. Du haut de ses 74 m (242 pieds), cette flèche sert de point de repère dans les vieux quartiers de Québec.

En architecte de son temps, Peachy connaît les dernières réalisations de ses collègues d'outre-mer. Homme averti et curieux, il possède des monographies de bâtiments prestigieux qui lui permettent de se tenir au courant des nouveautés. Une étude portant sur l'église de la Sainte-Trinité, construite à Paris entre 1861 et 1867, le guidera dans la conception de l'église Saint-Jean-Baptiste.

**L'ÉGLISE
 SAINT-COEUR-
 DE-MARIE**

Érigée canoniquement en paroisse le 5 mai 1918, Saint-Coeur-de-Marie est issue du démembrement de l'ancienne paroisse Saint-Jean-Baptiste; grosso modo, la nouvelle paroisse couvre le territoire au sud des rues Lockwell et Saint-Patrick.

Résident de cette circonscription ecclésiastique, l'architecte Ludger Robitaille (1885-1946) reçoit le mandat de concevoir l'église; une somme de 175 000 \$ lui est allouée. Par ailleurs, la décoration intérieure est confiée aux soins de l'architecte Pierre Lévesque.

Dans ce bâtiment religieux, Robitaille intègre des composantes architecturales dignes d'un château fort. En façade, la tourelle coiffée d'un

toit conique, les consoles de hourdage et les poivrières du clocher nous ramènent au Moyen Âge. Le portail et les arcatures en plein cintre des longs-pans trahissent, pour leur part, la connaissance qu'a l'architecte de l'époque romane. Quant aux grands arcs vitrés, ils rappellent ceux des gares américaines et européennes de la fin du XIX^e siècle. Enfin, dans un souci tout à fait éclectique, le clocher, déjà très étonnant dans sa forme générale, est surmonté d'un bulbe d'inspiration orientale. Tous ces détails stylistiques ont fait dire à l'architecte que son oeuvre était « romano-byzantine ».

La bénédiction de l'église Saint-Coeur-de-Marie par le cardinal Bégin eut lieu le 6 février 1921.

poivrière

console de hourdage



L'église Saint-Coeur-de-Marie, Grande Allée Est.

L'école St. Patrick

Au XIX^e siècle, le quartier Saint-Jean-Baptiste recèle une foule de bâtiments scolaires qui desservent les anglophones et les francophones. Parmi les plus importants: le Girl's High School, rue Saint-Augustin; l'école Joseph-François Perreault, rue de l'Artillerie; l'école Marie-Vianney, rue Sutherland; l'académie Sainte-Marie, rue Saint-Joachim et l'académie Saint-Joseph, rue Saint-Jean. Assez paradoxale-

de la verte Erin. Inaugurée en 1919 par le lieutenant-gouverneur sir Charles Fitzpatrick, l'école St. Patrick est la seule dans tout l'est du Québec à dispenser « une éducation poussée en sciences et en arts aux catholiques anglophones ».

L'architecte Georges-Émile Tanguay, attaché au Bureau des commissaires d'écoles, avait livré les plans pour les sections « école » et « résidence des frères » qui devaient être édifiées en 1917 et en 1923 respectivement. Cependant, le projet de Tanguay — décédé en 1921 — est écarté pour la section « résidence » et remplacé par un autre, plus sobre, réalisé par Raoul Chênevert.

En 1955, après le « baby-boom » de l'après-guerre, les besoins en locaux supplémentaires deviennent pressants.



L'école St. Patrick, 75, rue Maisonneuve.

ment, aucun de ces bâtiments ne subsiste aujourd'hui; tous ont été détruits par des incendies ou démolis lors de la création de la colline parlementaire. Aujourd'hui, le quartier ne compte plus que deux écoles. Rue Saint-Jean, l'école Saint-Jean-Baptiste (1923, Tanguay et Chênevert, architectes) accueille les francophones et, avenue De Salaberry, l'école St. Patrick reçoit les anglophones.

Construite à partir de 1917, l'école St. Patrick vient combler les attentes de la population irlandaise qui s'installe de plus en plus à l'extérieur des fortifications. Avec l'église St. Patrick (1914) et l'asile St. Bridget (1860), le quadrilatère formé par la rue Maisonneuve, la Grande Allée Est et les avenues De Salaberry et de la Tour devient le fief des enfants



Un nouveau bâtiment plus spacieux vient s'ajouter derrière l'ancien; les plans sont de l'architecte E.-G. Rousseau. Treize ans plus tard, l'architecte Henri Simard relie les deux sections par une construction moderne.

L'école St. Patrick, avenue De Salaberry.

L'hôpital Jeffery Hale



Reliés par un passage couvert, l'édifice initial, à gauche, et le McKenzie Memorial, à droite, ont été élevés à trois années d'intervalle. (Archives nationales du Québec, fonds Magella Bureau, 03Q P547, CPN 16/47)

Premier centre hospitalier anglophone de Québec, l'hôpital Jeffery Hale a vu le jour grâce à un legs substantiel du philanthrope Jeffery Hale en 1865. Autrefois logée dans la maison de son fondateur, rues Saint-Olivier et des Glacis, l'institution s'y trouve bientôt à l'étroit et l'on entreprend des démarches pour la construction d'un bâtiment plus fonctionnel. Le Board of Governors acquiert pour la somme de 20 510 \$ un vaste terrain de 27 220 m² (293 000 pieds carrés) situé entre les rues de Claire-Fontaine et Lockwell, l'avenue Turnbull et le boulevard Saint-Cyrille. En 1895, l'architecte Harry Staveley (1848-1925) est engagé par la direction de l'hôpital « pour étudier les détails préliminaires de l'entreprise » dont « le bâtiment principal aura 46 m (150 pieds) de longueur ». Parmi les trois plans soumis, le choix semble difficile et les

délibérations traînent en longueur. Ce n'est que le 12 juin 1901, après six ans de tergiversations, que le premier bâtiment est inauguré.

En cette fin de siècle, le style château jouit d'une grande popularité. C'est dans cette voie que s'engage l'architecte Staveley. Le découpage multiple et la pente aiguë de la toiture cuivrée, les tourelles ainsi que les volumineuses lucarnes ornementées rappellent les châteaux de la Loire du XVI^e siècle. Immédiatement à côté s'élèvera, trois ans plus tard, le McKenzie Memorial Building, ainsi nommé en l'honneur des parents d'une riche bienfaitrice, madame J. Ferdinand Turnbull. Plus volumineux et monumental que le précédent, ce pavillon est l'œuvre des architectes montrealais Cox et Amos. Le McKenzie Memorial tire toute sa prestance de son entrée cen-

trale avec l'escalier en hémicycle et la colonnade qui en épouse le galbe. Un dôme cuivré percé d'oculi vient rompre l'horizontalité du toit plat et crée un profil unique dans le quartier.

Quoique différents dans leurs style, le Jeffery Hale et le McKenzie Memorial ont des parements similaires: leurs surfaces de briques rouges sont ponctuées de bandeaux de pierres grises. En raison de leur intérêt historique et architectural, les deux édifices ont été reconnus monuments historiques en 1977.

Comme la plupart des centres hospitaliers, le Jeffery Hale se développe selon les besoins. Ainsi, jusqu'en 1932, plusieurs bâtiments s'ajoutent au noyau initial. Construits à l'aide des dons de riches anglophones tels que William Price et James Douglas, ces immeubles forment un complexe de type pavillonnaire. Exploité pour la première fois au Plymouth Naval Hospital en Angleterre en 1756, ce concept propose une répartition des services (conta-

gieux, malades chroniques, tuberculeux) dans plusieurs pavillons distincts réunis par des couloirs. Cependant, ce n'est qu'à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle que le plan pavillonnaire se généralise. Il sera rapidement abandonné au profit de l'hôpital de type gratte-ciel considéré plus pratique parce que plus centralisateur. À Québec, l'exemple de l'hôpital Jeffery Hale est unique et ne connaîtra pas de suite dans le milieu hospitalier.

L'agrandissement du Jeffery Hale ne suffit pas à contrer l'attrait pour la banlieue et le besoin d'espace et d'équipement plus moderne. En 1950, la direction de l'hôpital entreprend une vaste campagne de souscription dans le but d'édifier un nouvel immeuble dans la paroisse Saint-Sacrement. Quatre ans plus tard, débute la construction de l'édifice conçu par l'architecte Lucien Mainguy. L'ancien complexe du boulevard Saint-Cyrille logera les bureaux de la Sûreté du Québec et la Morgue provinciale avant d'être converti en immeuble résidentiel.

Cette vue aérienne prise vers 1950 montre l'ampleur qu'avait atteint le complexe Jeffery Hale (250-350, boulevard Saint-Cyrille Est). À noter, sur le boulevard Saint-Cyrille, le pâté de maisons qui sera démolit pour faire place au Grand Théâtre et au parc de l'Amérique française. (Archives de la Ville de Québec, tiré de: Série Conseil, Comités spéciaux des amendements à la charte, 9815)

1. Pavillon d'isolation, 1902 (architecte inconnu)
2. Pavillon Douglas, 1918 (T.R. Peacock)
3. Pavillon McKenzie Memorial, 1904 (Cox and Amos)
4. Bâtiment initial, 1901 (architecte inconnu)
5. Résidence des infirmières, 1931-1932 (Stevens et Lee)





la veuve de John Wilson se fait construire une maison à trois étages dont le rez-de-chaussée servira de magasin. Acquis par la Montreal Telegraph, l'immeuble est ensuite converti en bureaux.

La façade fait référence aux palais italiens édifiés en milieu urbain aux XVI^e et XVII^e siècles. Ce style néo-Renaissance aura ses adeptes à Québec, surtout durant la période 1850-1880. Le bâtiment se caractérise par l'utilisation d'un vocabulaire formel classique: frontons, arcs, consoles à volutes et bas-reliefs à figures animalières. La profusion de surfaces sculptées est sans doute due à la

formation de maître maçon de son concepteur, Narcisse Larue (1818, mort après 1878), qui s'imposera comme architecte à partir de 1863 dans la région de Montréal.

En 1918, la propriété de la Montreal Telegraph change à nouveau de vocation et devient un bureau de poste. C'est probablement à cette date qu'on en modifie l'extérieur. Le toit à deux versants disparaît au profit d'un nouvel étage en mansarde et le rez-de-chaussée perd ses magnifiques arcs trilobés, ses colonnes et sa frise parsemée de visages et de trèfles à quatre feuilles, qui cèdent la place à de grandes vitrines.

LA BANQUE DE QUÉBEC

Au début du XX^e siècle, la Banque de Québec fondée en 1818 jouit d'une prospérité enviable. Un peu partout à Québec, elle ouvre des succursales qui reflètent la vigueur de l'institution; les rues commerciales comme Saint-Pierre, Saint-Joseph et Saint-Jean sont tout indiquées pour accueillir ces temples de la finance.

blason
 tympan
 entrelacs



La Banque de Québec, 873, rue Saint-Jean.

L'architecture commerciale de la rue Saint-Jean

LA COMPAGNIE MONTREAL TELEGRAPH

Foyer de l'activité commerciale du quartier depuis le XIX^e siècle, la rue Saint-Jean a retrouvé son dynamisme dans les années 1970; de plus en plus de boutiques, de restaurants et de banques viennent s'y installer. Par le nombre et la diversité de ses commerces, la rue Saint-Jean suscite une vie de quartier intense.

Au milieu du XIX^e siècle, la rue Saint-Jean hors des murs connaît une expansion commerciale remarquable. Après l'incendie de 1845, les propriétaires riverains cèdent aux autorités municipales une lisière de 3 m (10 pieds) pour l'élargissement de la rue afin de favoriser le développement du commerce. C'est à cette époque que

console

frise

arc trilobé

L'édifice du Montreal Telegraph (772-774, rue Saint-Jean) avant les transformations subies au début du XX^e siècle. En comparaison avec les bâtiments voisins, il offre une façade très originale. (Archives nationales du Canada, PA-24059)



En mai 1910, la Quebec Bank, qui deviendra la Banque de Québec, acquiert de Léon P. Wohl un terrain étroit en bordure de la rue Saint-Jean. Elle y construit un bâtiment en pierre de taille lisse. Ce matériau séculaire et empreint de noblesse symbolise la fiabilité et la dignité auxquelles prétendent les institutions bancaires. Comme la majorité des banques de l'époque, celle de la rue Saint-Jean présente une façade où les surfaces pleines dominent les surfaces vitrées; ainsi, le client a l'impression que son avoir repose en sûreté dans un bâtiment solide, à l'épreuve des cambrioleurs.

Le portail est remarquable avec son réseau d'entrelacs stylisés et son tympan où se profilent les armoiries de la banque flanquées d'un Blanc et d'un Amérindien agenouillés. Outre le décor sculpté de l'entrée, deux blasons identiques en bas-relief animent cette sobre façade. Elles portent l'emblème de Québec conçu par l'architecte E. Taché

en 1908: un lion entre deux fleurs de lys et un rinceau de feuilles d'érable. Ces armoiries ont été modifiées en 1939.

La Banque de Québec est annexée à la Banque Royale du Canada en 1917. Les affaires se poursuivent cependant dans le local de la rue Saint-Jean. Au cours des années 1940, le bâtiment conçu à l'origine avec un seul étage est modifié de telle sorte qu'il double presque en hauteur. L'appareillage du matériau et la simplicité de la composition ne laissent aucunement deviner cet exhaussement dont le couronnement reprend sensiblement celui de l'immeuble initial.



Bibliographie

- BEAUDET, Louis (Abbé). **Québec, ses monuments anciens et modernes**. Manuscrit daté de 1890. Québec, Société historique de Québec, 1973. 200 p.
- BERGERON, Denis et al. (supervisés par Joseph Baker, architecte). **Édifices de l'ancien hôpital Jeffery Hale. Histoire, relevés et analyse**. Travail inédit. Québec, ministère des Affaires culturelles, novembre 1976. 2 vol.
- BILSON, Geoffrey. **A Darkened House: Cholera in Nineteenth-Century Canada**. Toronto, University of Toronto Press, 1980. 222 p.
- BLANCHET, Danielle. **Découvrir la Grande Allée**. [Québec], Musée du Québec, 1984. 177 p.
- BOLDUC, G. et al. (supervisés par Joseph Baker, architecte). **Église St. Matthew**. Travail inédit. Québec, ministère des Affaires culturelles. 77 p.
- BOURQUE, Josette. **Analyse morphologique d'un espace: le quartier Saint-Jean-Baptiste à Québec**. Mémoire déposé à l'Université Laval. Québec, 1978. 86 p.
- CASGRAIN, P.-B. « La fontaine d'Abraham Martin et le site de son habitation ». **Mémoires de la Société Royale du Canada**, deuxième série — 1903-1904, tome IX, section I, pp. 145-155.
- CHOUINARD, Roger. **Analyse architecturale des halles du marché de la ville de Québec au cours du XIX^e siècle**. Thèse déposée à l'Université Laval. Québec, 1981.
- COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX. **Parc des Champs de Bataille nationaux. Plan directeur: phase 1, « inventaire préliminaire »**. Québec, 1975. 74 p.
- DEMERS, Benjamin. « Saint-Jean-Baptiste de Québec ». **Bulletin des recherches historiques**, vol. VII, juin 1901, n° 6, pp. 163-166.
- DESCHÊNES, Gaston et Luc Noppen. **L'Hôtel du Parlement, témoin de notre histoire**. [Québec], Gouvernement du Québec, 1986. 204 p.
N.B.: Les auteures de cette brochure se sont également inspirées du manuscrit inédit de monsieur Luc Noppen concernant l'architecture du parlement.
- DUVAL, Monique. « Le « Capitol » en aura vu de toutes les couleurs ». **Le Soleil**, 30 novembre 1981, B-5.
- DUVAL, Monique. « L'histoire peu connue de l'hôpital Jeffery Hale ». **Le Soleil**, 14 mars 1979.
- « Drill Hall, Qué. — E. E. Taché, Architect ». **The Canadian Architect and Builder**, vol. II, avril 1898.

Bibliographie (suite)

- FALARDEAU, Jean-Charles. *Étude générale de la ville de Québec*. Thèse déposée à l'Université Laval. Québec, septembre 1949.
- FAUSSURIER, Annik. *Les églises de Saint-Jean-Baptiste*. Thèse déposée à l'Université Laval. Québec, 1984.
- FERNET, Carole et Ron William. « Les parcs urbains au Québec, témoins d'une longue évolution ». *Continuité*, automne 1983, pp. 11-13.
- GOBEIL-TRUDEAU, M. et F. Pratte. *Création de la Commission des champs de bataille nationaux*. Travail inédit. Québec, 1977.
- GRENON, Pierre. *Le Parc des Champs de Bataille nationaux, un jardin anglais au coeur de Québec*. Thèse déposée à l'Université Laval. Québec, 1978. 135 p.
- GUERTIN, Pierre-S. et Roger Chouinard. *L'urbanisme et l'architecture des postes de pompiers de la ville de Québec*. Rapport de recherche présenté au Conseil de recherche en sciences humaines, Université Laval, École d'architecture. Québec, septembre 1984. 126 p.
- « Jeffery Hale's marks 100 years of service ». *Quebec Chronicle Telegraph*, 18 septembre 1965.
- LAFRANCE, Marc et David-Thierry Ruddel. « Physical Expansion and Socio-Cultural Segregation in Quebec City, 1765-1840 » dans *Shaping the Urban Landscape. Aspect of the Canadian City Building Process*. Ottawa, Carleton University Press, 1982.
- L'Asile du Bon Pasteur de Québec, d'après les annales de cet institut*. Québec, L. J. Demers et frères, 1896. pp. 13-241.
- LEBEL, Alyne. *Les propriétés foncières des Ursulines et le développement de Québec (1854-1935)*. Thèse déposée à l'Université Laval. Québec, août 1980. 173 p.
- « Les Champs de Bataille nationaux ». *Le Soleil*, 25 mai 1912, pp. 11-16.
- MORISSET, Georges. *Les Plaines des Ursulines*. Québec, Édition du Cap Diamant Enr. 47 p.
- NOPPEN, Luc, Claude Paulette et Michel Tremblay. *Québec, trois siècles d'architecture*. [Montréal], Libre Expression, [1979]. 440 p.
- NOPPEN, Luc et Gino Gariépy. *Un petit tour dans le faubourg. Itinéraire culturel — faubourg Saint-Jean, Québec*. Juillet, août 1984. 40 p.
- Programme Souvenir de l'inauguration officielle de l'Auditorium de Québec*. Lundi et mardi, 31 août et 1^{er} septembre 1903.
- « Québec aurait un nouveau Manège militaire ». *Le Soleil*, 12 mai 1934, p. 1.

Bibliographie (suite)

RICHARDSON, A.J.H. et al. **Quebec City: Architects, Artisans, and Builders**. Ottawa, National Museum of Man, History Division, 1984. 589 p.

Saint-Jean-Baptiste de Québec. Album publié à l'occasion du 50^e anniversaire de l'érection canonique de la paroisse et du jubilé d'or de Mgr J. E. Laberge, curé. Québec, l'Action catholique, 1936. 239 p.

« Saint-Jean-Baptiste. La paroisse, le quartier, le faubourg ». **Cap-aux-Diamants**, vol. 3, n° 1, printemps 1987, pp. 1-88.

« St. Matthew's Church, Quebec ». **The Quebec Diocesan Gazette**, vol. IV, n° 7, juillet 1897, pp. 107-109.

TRÉPANIÉ, Paul. **La reconversion de l'ancien hôpital Jeffrey Hale**. Travail inédit. Québec, 1981. 27 p.

« Un nouveau Manège militaire pour notre ville ». **Le Soleil**, 15 juin 1934.

« Un projet important — Un nouveau théâtre à Québec ». **Le Soleil**, 17 décembre 1897, p. 4.

Dans la même collection :

SAINT-ROCH,
un quartier en constante mutation

SAINT-SAUVEUR,
à l'image du début du siècle

LIMOILOU,
à l'heure de la planification urbaine

VIEUX-QUÉBEC, CAP-BLANC,
place forte et port de mer

MONTCLAM, SAINT-SACREMENT,
nature et architecture : complices dans la ville

LEBOURGNEUF,
un cadre champêtre

NEUFCHÂTEL, DUBERGER, LES SAULES,
de seigneurie en banlieue

